



Programme transnational de démobilisation et réintégration

Réintégration socio-économique des ex-combattants

Région du Pool, République du Congo

Analyse Quantitative



Magali Chelpi-den Hamer



2012 Banque internationale pour la reconstruction et le Développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Web : www.worldbank.org, www.tdrp.net
Tous droits réservés

Cette étude a été produite dans le cadre du Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP). Les observations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées présentées ici sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale ni des pays que ceux-ci représentent, ou bien les vues des bailleurs du TDRP.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Couverture : Duina Reyes



Programme transitionnel de démobilisation et réintégration

Réintégration socio-économique des ex-combattants

Région du Pool, République du Congo

Analyse Quantitative

Mai 2012

Magali Chelpi-den Hamer

Table des matières

Liste des acronymes	1
Introduction	2
1. Objectif de l'étude	2
2. Méthodologie et instruments de recherche	3
a. Le questionnaire	3
b. Limitations de l'instrument d'enquête	3
c. Lieux, période d'enquête, échantillonnage	4
1 Informations générales sur l'échantillon	6
Âge	6
Situation de famille.....	6
Conditions générales d'habitat	7
Perception des personnes enquêtées sur leur sécurité alimentaire et financière.....	9
2 Caractéristiques spécifiques des ex-combattants	11
1. Niveau d'implication dans les groupes armés.....	11
2. Variation géographique de l'engagement	12
3 Niveau d'éducation.....	13
4 Emploi et niveau de dette	14
1. Activité professionnelle.....	14
2. Activités agricoles	16
3. Degré de mobilité.....	16
4. Niveau de dette.....	17
5 Expériences liées à la réinsertion	19
1. Expériences de retour	19
2. Informations et attentes personnelles sur la réinsertion.....	20
3. Bénéfices reçus.....	21
6 Capital social	23
1. Capital social psychologique / Soutien moral	23
2. Capital social économique	23

7 Perception de civils n'ayant pas participé aux combats.....	27
Conclusions	29
1. Principaux résultats	29
2. Points à suivre	30
Références.....	31
Annexe. Statistiques complémentaires d'enquête	39

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par localité et district	4
Tableau 2: Âge de la personne enquêtée au moment de l'enquête	6
Tableau 3: Informations générales sur la composition du ménage	7
Tableau 4: Conditions générales d'habitat.....	8
Tableau 5: Sécurité financière et alimentaire du ménage.....	9
Tableau 6: Degré d'implication dans les groupes armés	11
Tableau 7: Durée dans le groupe armé par district	12
Tableau 8: Niveau d'éducation	13
Tableau 9: Trajectoire professionnelle.....	14
Tableau 10: Perception des personnes enquêtées sur les questions relatives à l'emploi	15
Tableau 11: Activités agricoles	16
Tableau 12: Degré de mobilité des personnes	17
Tableau 13: Niveau de dette.....	18
Tableau 14: Expériences de retour.....	19
Tableau 15: Information reçues et attentes personnelles sur la réinsertion	20
Tableau 16: Bénéfices reçus liés à la réinsertion	21
Tableau 17: Capital social psychologique	24
Tableau 18: Perception des associations économiques	25
Tableau 19: Nature de l'implication dans les associations économiques	26
Tableau 20: Perception sur les ex-combattants.....	27
Tableau 21: Perception de l'évolution de confiance dans la région les deux dernières années	28

Liste des acronymes

AB	Avec bénéfices (communautés où les ex-combattants ont reçu certains bénéfices provenant de programmes de réinsertion)
CFCO	Chemin de Fer Congo Océan
CNR	Conseil National de la Résistance (branche armée jusqu'à 2007) Conseil National des Républicains (parti politique après 2007)
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EC	Ex-combattant
ECF	Ex-combattant femme
ECH	Ex-combattant homme
ECHp	Ex-combattants vivant avec handicap
ECJ	Ex-combattant jeune
HCREC	Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants
IDA	International Development Assistance
MAEC	Ménage avec ex-combattant
MDRP	Programme multi pays de démobilisation et réintégration
MSEC	Ménage sans ex-combattant
MUCODEC	Mutuelle Congolaise d'Épargne et de Crédit
PDR	Programme de Démobilisation et Réinsertion
PNDDR	Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
RCERP	Republic of Congo Emergency Reintegration Program
RDC	République Démocratique du Congo
SB	Sans Bénéfices (communautés où les ex-combattants n'ont pas reçu de bénéfice lié à des programmes de réinsertion)
SC	Sans Conflit (communauté n'ayant pas connu de conflit)

Introduction

La République du Congo a connu trois périodes successives de guerre civile et de violence politique depuis 1993. La région du Pool a été le théâtre principal des violences dans les deux derniers conflits et deux accords de paix ont été négociés spécifiquement pour cette région en 2003 et 2005. Durant cette période, il y a eu plusieurs annonces officielles de fins de conflits et de cessations d'hostilités. Plusieurs approches et programmes sur la réinsertion des ex-combattants ont également été mis en œuvre. Dans ce cadre, la Banque mondiale a fourni une aide à deux reprises afin d'encourager les efforts de paix: en 2004-2005 dans le cadre du Programme de Démobilisation et de Réinsertion (PDR-IDA), et entre 2005 et 2009 dans le cadre du projet MDRP où la Banque a fourni un soutien ciblé à la réintégration de 19.000 ex-combattants auto-démobilisés.¹

Pendant la période d'exécution du dernier programme, le Pool est resté une région très difficile d'accès. Le personnel du Programme National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (PNDDR) a à plusieurs reprises souligné que de nombreuses localités étaient situées en «zone rouge»² jusqu'à récemment, et ne pouvaient donc pas bénéficier de l'aide fournie à la réintégration dans le cadre du projet MDRP. Seuls 1.679 ex-combattants ont reçu une aide à la réinsertion dans la région du Pool dans le cadre du MDRP (une partie de la région s'étant retrouvée accessible en 2008), et tous s'étaient auto-démobilisés plusieurs années auparavant.

En raison de la centralité de la région du Pool dans les deux derniers conflits et de la persistance d'une insécurité latente dans certaines parties de la région, une analyse de la situation actuelle est nécessaire pour comprendre la sécurité de l'ensemble de la République

du Congo. L'analyse s'est effectuée en deux temps et a comporté une composante qualitative, évaluant le niveau de réinsertion des ex-combattants dans leurs communautés respectives en vue de formuler des recommandations pour une intervention potentielle, et une composante quantitative qui est l'objet de ce présent rapport.

1. Objectif de l'étude

L'objectif de l'étude quantitative est d'apporter un certain volume d'information permettant d'évaluer le degré de réinsertion des ex-combattants dans leurs communautés de résidence respectives. En complément de l'étude qualitative, c'est un véritable outil à la prise de décision en rapport à la question de financer ou non une intervention de suivi dans la région du Pool. De l'étude quantitative, il est ressorti une série de constats, certains déjà établis par l'étude qualitative, d'autres à explorer de manière plus détaillée dans des études de suivi. L'étude a pour objectif de mettre en évidence la complexité de la situation des ex-combattants dans le Pool. De quelle manière font-ils face aux différents défis socio-économiques? Quel est leur degré d'acceptation dans les communautés hôtes? Des éléments de réponses à ces questions - et à bien d'autres - sont mis en valeur dans ce rapport.

La collecte de données sur le terrain et la saisie des données ont été effectuées par des agents contractés

1 L'objectif initial était de fournir une assistance à la réintégration de 30.000 ex-combattants comprenant 19.000 auto-démobilisés, 6.000 représentants de la force publique et 5.000 ex-combattants du Pool. Au vu d'une instabilité persistante dans le Pool jusqu'en 2009, l'aide à la réinsertion s'est concentrée sur le support aux combattants auto-démobilisés.

2 Le terme « zone rouge » a été utilisé jusqu'en 2011 pour désigner des zones instables sans accès pour l'aide humanitaire.

par Caritas RDC. L'analyse des données a été confiée à un consultant indépendant.

2. Méthodologie et instruments de recherche

a. Le questionnaire

Un questionnaire a été utilisé comme instrument de collecte pour proposer une analyse quantitative de la situation. Ce questionnaire a été administré quelques semaines avant une autre période de collecte de données, celle-ci proposant cette fois-ci un éclairage plus qualitatif sur la question des ex-combattants du Pool. L'analyse quantitative du questionnaire a pu soutenir certaines conclusions déjà avancées dans le rapport qualitatif et a permis de mettre en avant d'autres points particulièrement intéressants.

L'avantage principal d'avoir administré un questionnaire à des personnes ayant été impliquées dans des groupes armés et à des personnes qui ne se sont jamais engagées dans de tels groupes est qu'il propose un élément de comparaison entre la situation socio-économique des ex-combattants et des autres membres des communautés. Un autre avantage est que cet outil a permis de collecter un grand nombre de données en couvrant une zone géographique large : plus de 2.000 personnes ont accepté de répondre au questionnaire, ce qui constitue une base de données pertinente et unique et permet d'apporter un éclairage informé sur la situation des ex-combattants du Pool et sur la manière dont ils sont perçus par les communautés dans lesquelles ils résident.

Deux questionnaires ont de fait été administrés : un pour les ex-combattants (20 pages et 194 questions principales, complétées éventuellement par des sous questions souvent ouvertes), un autre pour les communautés (12 pages). Le questionnaire destiné aux ex-combattants s'est articulé autour de questions relatives à l'identité de l'ex-combattant, ses caractéristiques socio-démographiques, ses relations avec la famille, ses trajectoires éducatives et professionnelles (avant guerre et après démobilisation), ses conditions de vie, sa sécurité alimentaire, son niveau d'endettement, son expérience sur la réinsertion, son expérience éventuelle dans des activités économiques de groupe, et son capital social. Le questionnaire destiné aux autres membres de la communauté reprenait pratiquement les mêmes rubriques, la différence entre les deux ques-

tionnaires résidant essentiellement dans le niveau de détail recherché.

Vu le niveau d'alphabétisation des personnes enquêtées, l'administration du questionnaire sur le terrain s'est faite sous forme de conversation, l'enquêteur posant les questions, les adaptant si nécessaire, et codant lui-même le questionnaire.

b. Limitations de l'instrument d'enquête

Les deux questionnaires utilisés (ex-combattants et communautés) étaient longs et certaines questions auraient pu être mieux adaptées au contexte local. Ensemble, les deux questionnaires comprenaient 167 questions ouvertes (84 pour les ex-combattants et 83 pour les membres des communautés) et ont entraîné 50.400 réponses des ex-combattants et 116.200 réponses des membres des communautés (Caritas, 2011). Le traitement des données a donc été fastidieux et certaines erreurs sont probables dans le codage.

La longueur du questionnaire n'a pu faire éviter la pratique de l'autocodage. Les enquêteurs interrogés lors d'une séance de travail de restitution ont reconnu y avoir eu recours, au vu du caractère répétitif du questionnaire, et au vu de l'inapplicabilité de plusieurs questions au contexte congolais.

Les questions sur l'emploi en général n'ont pas suffisamment pris en compte le côté informel des activités, ni leur côté saisonnier, souvent lié au calendrier agricole. Le fait que les personnes enquêtées exercent souvent plusieurs activités génératrices de revenus en même temps est difficile à capturer par une étude quantitative qui tend à masquer les différentes dynamiques liées à l'emploi en voulant proposer une image fixe à un instant donné.

Certaines questions relatives à la vie du ménage (les prises de décision au sein de la famille, les conflits, etc.), posées directement à la personne enquêtée, ont pu engendrer une certaine réticence à répondre. Ainsi, la qualité des réponses en est peut être affectée.

Les questions portant sur des motifs, ou des postes de dépenses les plus courantes, sont traitées dans ce rapport de manière qualitative. Il est difficile en effet d'avancer comme hypothèse qu'un motif ou une raison ait pesé plus lourd qu'un autre dans la mise en œuvre d'une action (au vu de la complexité des raisonnements individuels et de l'influence des facteurs

circonstanciels et émotionnel à pousser quelqu'un à l'action). Il est donc certainement plus probable que ce soit un ensemble de raisons (et non pas une raison principale) qui ait poussé la personne enquêtée à agir ainsi. Les motifs et postes de dépenses ne sont par conséquent pas hiérarchisés dans cette analyse.

Certaines erreurs de saisie des données ont été directement corrigées dans la base de données lors de vérifications aléatoires, mais d'autres sont sûrement restées inaperçues. De nombreuses données manquantes ont rendu les efforts d'analyse parfois laborieux. Les données les plus solides sont rappelées sous formes de tableaux et interprétées dans le corps de ce rapport. Les autres données ont été mises en annexe.

c. Lieux, période d'enquête, échantillonnage

L'enquête a démarré le jeudi 17 mars 2011 par la cité de Kinkala et les districts de Boko et Louingui pour se terminer le 2 avril suivant par les districts de Kindamba, Vinza et Loulombo.

L'étude a été accréditée par les différentes autorités administratives et coutumières, et les autorisations in-

formelles nécessaires ont été obtenues au niveau du Conseil National des Républicains (CNR).

Les termes de référence pour l'étude quantitative souhaitaient que l'échantillon soit composé d'ex-combattants ayant reçu certains bénéfices liés à la réinsertion (notamment par le biais du PNDDR dans le cadre du projet financé par le MDRP³), d'ex-combattants n'ayant reçu aucun bénéfices, de ménages avec ex-combattants, de ménages sans ex-combattants, et de membres de communautés résidant dans des lieux non affectés par le conflit. La notion de 'communautés sans conflit' a été systématiquement contestée sur le terrain, les interlocuteurs institutionnels s'accordant à

3 Dans la région du Pool, le PNDDR n'a pas pu mettre en œuvre un programme de réinsertion à grande échelle comme il l'a fait dans les autres districts, pour raison d'insécurité pendant la mise en œuvre du programme. Par contre, le programme a quand même pu assister 1.679 personnes auto-démobilisées, qui se sont réparties comme suit: 44% dans la région de Ngoma Tsé Tsé (736 en terme d'effectifs); 18% dans le district de Kinkala (303); 13% dans le district d'Ignié (212); 7% dans le district de Ngabé (113); 6% dans le district de Loumo (102); 6% dans le district de Boko (98); 5% dans le district de Louingui (81); 2% dans le district de Mbanza Ndounga (34). À cause de l'insécurité latente lors de la mise en œuvre du projet, le PNDDR n'a pas pu intervenir dans les districts de Mindouli, Kindamba, Mayama, et Vinza.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par localité et district

	EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC	Totaux
Kinkala	61	10	31	7	116	108	333
Ngoma Tsé Tsé	75	8	22	2	36	166	309
Louingui / Boko	38	5	5	2	33	61	144
Zone de Soumona / Voula /Nguela (district de Kinkala)	18	7	18	-	3	49	95
Missafou / Mindouli / Louila / Kinkembo (district de Mindouli)	91	7	42	9	126	126	401
Loulombo	34	6	14	-	49	64	167
Vinza	36	1	13	-	47	55	152
Kindamba	31	7	17	1	51	71	178
Ignié	46	-	5	-	35	59	145
Ngabé	-	-	-	-	-	201	201
Total	430	51	167	21	496	960	2125

Source: Caritas, 2011

dire que l'ensemble des districts du Pool avaient été affectés par les violences. Les districts de Ngabé et d'Ignié semblent avoir été moins touchés par le conflit (même si les civils avaient aussi été armés pour se protéger des attaques venant des districts voisins) ont dès lors été inclus dans l'enquête. Une manière de mitiger ces différences d'interprétation auraient été de définir précisément, pour le champ de l'enquête, la période sous-entendue de 'conflit'. L'étude qualitative a en effet montré la grande diversité des situations d'un district à un autre.

En terme de couverture géographique, l'équipe en charge de la collecte des données a fait de son mieux pour visiter la plupart des districts du Pool, en incluant ceux de Mindouli, Kindamba, Vinza et Mayama, et les localités du district de Kinkala non servies par le récent programme de réinsertion du PNDDR (pour des raisons d'insécurité).

Du fait de la mobilité des recrues démobilisées (certaines personnes résidant dans une localité mais ayant néanmoins voyagé vers une autre localité où un programme de réinsertion était présent pour se faire enregistrer) et du fait du programme récent de rachat

des armes du gouvernement, il est difficile de clairement distinguer entre 'communautés ayant reçu certains bénéfices liés à la réinsertion' et 'communautés n'ayant reçu aucun bénéfice'. Le critère 'avec' ou 'sans' bénéfice est avant tout un critère individuel, et ne peut s'appliquer à l'ensemble des résidents d'une localité.

Les termes de référence prévoyaient d'interroger 600 ex-combattants, 600 personnes civiles, membres de ménages incluant au moins un ex-combattant, et 800 personnes civiles membres de ménages sans ex-combattants. La répartition des personnes enquêtées est reprise ci-dessous par localité et district. Au total, ce sont 569 ex-combattants qui ont été interrogés (430 hommes, 51 femmes, 167 jeunes moins de 18 ans, et 21 personnes handicapées), 496 personnes civiles membres de ménages incluant un ex-combattant, et 948 personnes civiles membres de ménages sans ex-combattants.

D'après les chiffres d'enquête, 319 ex-combattants (soit 56% de l'échantillon) avaient reçu des bénéfices liés à la réinsertion, ainsi que 219 personnes civiles membres de ménages incluant un ex-combattant (soit 44% de l'échantillon MAEC).

1 Informations générales sur l'échantillon

Âge

La majorité des personnes enquêtées a moins de 40 ans. Si on affine par catégorie, plus de personnes avancées en âge ont été interrogées parmi les personnes membres de ménages sans ex-combattants (21% des personnes interrogées avaient plus de 60 ans, 40% avaient entre 40 et 59 ans) et ce sont des personnes plus jeunes qui ont été interrogées parmi les ex-combattants (59% des combattants hommes, 55% des ex-combattants femmes, 50% des personnes handicapées).

L'âge médian des ex-combattants interrogés est entre 33 et 34 ans ; celui des personnes membres de ménages avec ex-combattants entre 41 et 42 ans ; et l'âge médian des personnes membres de ménages sans ex-combattants est entre 44 et 45 ans.

Situation de famille

Le tableau 3 est un bon indicateur d'ancrage social. On remarque que la plupart des ex-combattants enquêtés

vivent avec quelqu'un (90% des ex-combattants hommes, 81% des jeunes) et que dans la plupart des cas, le partenaire est un simple civil. Le cas des femmes ex-combattantes est une exception à cette tendance et trois-quarts des femmes ex-combattantes interrogées vivant en couple vivent avec un ex-combattant. La proportion s'inverse pour le cas des ex-combattants hommes et des jeunes. Si on doit manipuler ce résultat avec prudence (vu le faible nombre de femmes interrogées par rapport aux hommes et jeunes), il semble que cet indicateur soit marqué par des différences de genre qu'il convient d'explorer.

Il est frappant de constater la dynamique des ménages. Ainsi, 35% des hommes étaient en relation avec quelqu'un d'autre avant la guerre. Ce ratio est en ligne avec la tendance locale (ratio des ménages sans ex-combattants) et ne semble pas avoir forcément de rapport aux conditions de guerre ou au fait d'avoir été ou non combattant. Les réponses à la question sur les motifs du changement de partenaire sont particu-

Tableau 2: Âge de la personne enquêtée au moment de l'enquête

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC	Total
Âge au moment de l'enquête	< 15 ans	-	-	1 (1%)	-	1 (-)	11 (1%)	13 (6%)
	15-39 ans	248 (59%)	26 (55%)	160 (98%)	9 (50%)	202 (44%)	338 (38%)	983 (49%)
	40-59 ans	148 (35%)	19 (40%)	2 (1%)	8 (44%)	165 (36%)	354 (40%)	696 (35%)
	>60 ans	24 (6%)	2 (4%)	-	1 (6%)	96 (21%)	186 (21%)	309 (15%)
	Total	420	47	163	18	464	889	2001

Note : La différence entre les totaux des tableaux 1 et 2 s'explique ainsi : le tableau 1 est l'effectif prévu pour l'enquête par Caritas, tandis que le tableau 2 montre le nombre de personnes réellement interrogées pour l'enquête.

lièrement illustratives de ce fait : une large majorité d'ex-combattants reconnaît en effet le fait qu'avoir été combattant n'a pas eu d'influence sur les changements survenant dans leur ménage. Ces résultats font écho à plusieurs études montrant les dynamiques de la sphère privée africaine.

Si la tendance des ex-combattants interrogés est de minimiser la participation de leurs enfants dans les groupes armés et de répondre généralement par la négative quand questionnés sur le sujet, les réponses d'autres personnes faisant partie de ménages avec ex-combattants sont plus nuancées. Ainsi, dans les ménages d'ex-combattants, il n'a pas été rare que les enfants aient été associés (61% de cette catégorie d'échantillon). Les réponses individuelles des ex-combattants démontrent néanmoins que cette tendance reste limitée. Si les enquêteurs ont reporté une cer-

taine difficulté à traiter de ce sujet et une certaine réticence des populations à répondre, les entretiens plus qualitatifs qui ont eu lieu en mai avec des ex-combattants montrent la tendance que les familles ont quand même souvent été associées, se déplaçant en même temps que les partenaires combattants.

Conditions générales d'habitat

Si on regarde les réponses des ménages avec et sans combattants, on note que la majorité est propriétaire de son logement (la personne enquêtée elle-même ou son partenaire, éventuellement en copropriété). C'est respectivement le cas pour 62% des 482 ménages d'ex-combattants ayant répondu à la question, et 61% des 748 foyers sans ex-combattants. Cette tendance se retrouve parmi les ex-combattants interrogés individuellement.

Tableau 3: Informations générales sur la composition du ménage

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Statut du partenaire actuel (si applicable)	N'a jamais été combattant	311 (80%)	8 (22%)	112 (82%)	11 (73%)		
	Ex-combattant	76 (20%)	27 (75%)	23 (17%)	4 (27%)		
Situation avant guerre	Etait en relation avec quelqu'un d'autre	114 (35%)	20 (44%)	25 (26%)	8 (53%)	143 (31%)	301 (34%)
Habitez-vous avec votre partenaire?	Oui	364 (95%)	28 (85%)	120 (83%)	14 (88%)	302 (85%)	612 (85%)
	Non	21 (5%)	5 (15%)	24 (17%)	2 (12%)	51 (15%)	107 (15%)
Si changement de partenaire, est-ce dû au fait d'avoir été EC?	Oui	16 (19%)	1 (8%)	4 (22%)	3 (50%)		
	Non	70 (81%)	11 (92%)	14 (78%)	3 (50%)		
Pensez-vous qu'il soit...	Plus facile de vivre avec un EC	81 (22%)	16 (46%)	37 (26%)	3 (18%)	101(27%)	60 (8%)
	Plus facile de vivre avec un simple civil	289 (78%)	19 (54%)	105 (74%)	14 (82%)	275 (73%)	700 (92%)
Certains de vos enfants ont-ils été associés à des groupes armés? (si applicable)	Oui, en tant que combattant	14 (4%)	7 (14%)	-	-	288 (61%)	8 (1%)
	Oui, en tant qu'enfant associé	9 (2%)	3 (6%)	-	1 (5%)	57 (12%)	4 (0,5%)
	Non	370 (94%)	39 (80%)	131 (100%)	20 (95%)	130 (27%)	900 (98%)

La famille (les parents souvent) est également souvent propriétaire de l'habitat. Le ratio oscille entre 40% chez les jeunes (ce qui semble logique vu que beaucoup de jeunes ne sont pas encore détachés de leurs parents pour raison de précarité économique).

Un point intéressant que le questionnaire semble mettre en évidence est que, dans le Pool, le CNR paraît être impliqué dans les arrangements concernant l'habitat des personnes. Près de 10% des ménages ont en effet indiqué que leur maison appartenait à un parti politique ou à un ex-leader militaire. Après avoir exploré ce point de manière plus qualitative avec les enquêteurs, il s'est néanmoins avéré que le CNR n'est pas impliqué dans les arrangements de loyer existants (ce qui aurait pu faire craindre une forme d'exploitation). Les personnes ayant formulé cette réponse ne font en

fait bien souvent que 'squatter' des habitations inoccupées.

Les personnes interrogées habitent rarement seules et sont généralement entourées de leur famille proche. 13% des ex-combattants jeunes ont néanmoins déclaré être dans ce cas ; cela pourrait éventuellement marquer un certain décalage social pour ces jeunes en question. Nous reviendrons sur ce point en discutant le degré de mobilité.

L'état de l'habitat n'a souvent ni amélioré ni empiré au cours des deux dernières années. Pour 72% des ménages avec ex-combattants, il est resté le même. De même, pour 74% des ménages sans ex-combattants. Il a peut-être eu plus tendance à empirer pour les ex-combattants handicapés (un tiers des personnes enquêtées ont été concernés). Il s'est amélioré pour

Tableau 4: Conditions générales d'habitat

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Qui est propriétaire de votre résidence actuelle?	La personne enquêtée elle-même	124 (30%)	5 (10%)	32 (19%)	1 (5%)	179 (37%)	363 (39%)
	Le partenaire	17 (4%)	9 (18%)	9 (5%)	1 (5%)	79 (16%)	150 (16%)
	La personne est copropriétaire	51 (12%)	3 (6%)	17 (10%)	3 (14%)	43 (9%)	56 (6%)
	La famille (incl. parents)	122 (29%)	13 (26%)	66 (40%)	6 (29%)	102 (21%)	13 (1%)
	Une personne non membre de famille	39 (10%)	5 (10%)	19 (12%)	2 (10%)	32 (7%)	60 (6%)
	Le gouvernement	5 (1%)	2 (4%)	1 (1%)	-	2 (-)	3 (-)
	Un ex-leader militaire ou parti politique	56 (13%)	13 (26%)	18 (11%)	8 (38%)	45 (9%)	95 (10%)
	La maison est abandonnée	6 (1%)	-	3 (2%)	-	2 (-)	8 (1%)
Qui habite avec vous dans le foyer?	Partenaire, éventuellement avec enfants	213 (50%)	14 (27%)	72 (44%)	4 (19%)	181 (37%)	389 (41%)
	Même famille qu'avant la guerre	70 (16%)	21 (42%)	17 (10%)	2 (10%)	112 (23%)	186 (20%)
	Autre famille qu'avant guerre	107 (25%)	11 (22%)	43 (26%)	9 (43%)	141 (29%)	240 (25%)
	Des amis ex-combattants	1 (-)	-	1 (1%)	-	2 (-)	-
	Seul	27 (6%)	3 (6%)	21 (13%)	3 (14%)	41 (8%)	103 (11%)
Amélioration d'habitat dans les derniers deux ans?	Oui	68 (16%)	6 (12%)	25 (15%)	3 (14%)	56 (12%)	98 (10%)
	Habitat de qualité égale	260 (62%)	34 (69%)	104 (62%)	11 (52%)	349 (72%)	695 (74%)
	Non	87 (21%)	9 (18%)	31 (19%)	7 (33%)	79 (16%)	130 (14%)
Etat de l'habitat par rapport aux voisins	Mieux	54 (13%)	5 (11%)	17 (10%)	1 (5%)	45 (9%)	108 (12%)
	Habitat de qualité égale	242 (57%)	29 (62%)	101 (61%)	13 (62%)	316 (65%)	638 (68%)
	Pire	124 (29%)	13 (28%)	47 (29%)	7 (33%)	117 (24%)	185 (20%)

16% des ex-combattants hommes et 15% des jeunes. Interrogés sur la qualité de leur habitat par rapport à l'habitat des voisins, il est frappant de constater que près d'un tiers des répondants qualifient leur habitat de pire (entre 20 et 33%). Pour beaucoup néanmoins, la qualité est égale.

Perception des personnes enquêtées sur leur sécurité alimentaire et financière

La personne enquêtée se cite souvent elle-même comme la personne pourvoyant aux dépenses financières du foyer: c'est le cas de deux tiers des ex-combattants hommes interrogés et de 72% des jeunes. Mais la contribution du partenaire est loin d'être ignorée et d'autres soutiens de famille sont en général reconnus (cette tendance est citée par un tiers des ex-combattants hommes et 20% des jeunes). Les ratios sont relativement similaires entre les ménages avec ex-

combattants et les ménages sans. Le tableau 5 montre clairement que la contribution de la famille élargie ne tient qu'une place minime dans les dépenses du ménage, et que les personnes ne recourent finalement qu'à elle-même ou à la structure familiale proche (le partenaire essentiellement, quand les personnes sont en concubinage).

En terme de sécurité alimentaire, les personnes en étant dépourvues fréquemment n'ont représenté qu'une minorité des personnes enquêtées, respectivement 16% des ex-combattants hommes, 12% des ex-combattants femmes, 19% des jeunes, 14% des personnes handicapées, et plus largement, 14% des ménages interrogés avec ex-combattants et 11% des ménages interrogés sans ex-combattants. Le constat que cette tendance soit un peu plus prononcée chez les jeunes peut s'expliquer en partie par le fait que cette catégorie de population n'a pas encore eu trop de temps pour accu-

Tableau 5: Sécurité financière et alimentaire du ménage

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
	La personne enquêtée elle-même	242 (64%)	5 (15%)	97 (72%)	12 (75%)	194 (49%)	368 (47%)
Qui, dans le ménage, pourvoit aux dépenses financières?	Le partenaire	14 (4%)	12 (36%)	6 (4%)	1 (6%)	81 (21%)	136 (17%)
	Les deux époux	121 (32%)	15 (45%)	28 (21%)	3 (19%)	114 (29%)	260 (33%)
	Les parents	2 (0,5)	-	1 (1%)	-	3 (1%)	6 (1%)
	Les enfants	-	-	-	-	4 (1%)	5 (1%)
	D'autres membres de famille	-	-	2 (1,5%)	-	-	1 (-)
	Une aide extérieure	-	1 (3%)	-	-	-	1 (-)
	Un leader communautaire	-	-	-	-	-	-
Disposez-vous d'assez de nourriture pour les besoins du ménage?	Fréquemment	174 (42%)	20 (41%)	57 (35%)	8 (38%)	165 (36%)	412 (45%)
	Pas tout le temps	174 (42%)	23 (47%)	75 (46%)	10 (48%)	228 (50%)	395 (43%)
	Presque jamais	69 (16%)	6 (12%)	31 (19%)	3 (14%)	65 (14%)	104 (11%)
Si vous n'avez pas assez pour subvenir aux besoins du ménage, que faites-vous?	Le revenu couvre en général	68 (17%)	5 (11%)	37 (26%)	3 (15%)	46 (41%)	80 (35%)
	Les économies sont utilisées	26 (7%)	2 (5%)	10 (7%)	1 (5%)	15 (14%)	37 (16%)
	La famille est sollicitée	12 (3%)	1 (2%)	1 (1%)	-	9 (8%)	38 (17%)
	Recours à l'emprunt	139 (35%)	21 (48%)	19 (13%)	6 (30%)	41 (37%)	74 (32%)
Etes-vous le seul soutien de famille?	Oui	99 (65%)	8 (35%)	33 (59%)	5 (42%)	72 (39%)	139 (39%)
	Non	53 (35%)	15 (65%)	23 (41%)	7 (58%)	112 (61%)	222 (62%)

muler un capital social et économique important. On note cependant qu'une bonne partie des personnes enquêtées trouve satisfaisant le volume de nourriture reçu (entre 36 et 45%) et qu'une proportion pratiquement identique (entre 42 et 50%) rencontre de temps en temps des difficultés pour se nourrir. Ces résultats montrent bien la diversité des profils des personnes enquêtées et les dynamiques de sécurité alimentaire, un foyer pouvant être à l'abri pendant quelques temps puis replonger dans une insécurité relative quelques temps après.

L'emprunt (informel) est l'instrument le plus utilisé pour subvenir aux besoins du ménage quand les périodes sont difficiles. Parmi les ménages interrogés, 37% des ménages avec ex-combattants y ont recours, un

pourcentage proche des habitudes des ménages sans ex-combattants (32%). Les ménages sans ex-combattants ont eu plus souvent recours à la famille (17% contre 8%).

Près de 70% des ménages (avec ou sans combattants) n'étaient pas satisfaits de leurs conditions de vie au moment de la collecte des données (mars/avril 2011). Cette tendance est légèrement plus élevée chez les ex-combattants (78%).

Les causes principales de dispute dans les ménages sont liées au manque d'argent (c'est la raison la plus invoquée), puis aux divergences d'opinion et aux cas d'adultère et de jalousie.

2 Caractéristiques spécifiques des ex-combattants

1. Niveau d'implication dans les groupes armés

Le tableau 6 permet de noter que la majorité des personnes enquêtées se sont auto-démobilisées il y a plus de 6 ans (78% pour les hommes, 98% pour les femmes, 77% pour les jeunes, 81% pour les personnes handicapées). On peut probablement imputer une partie de ce phénomène aux accords de paix du Pool de 2003 et 2005. Mais il est aussi très notable qu'une grande partie des personnes enquêtées (40%) se sont auto-démobilisées il y a plus de 10 ans, donc juste après la période de violence de 1998-1999.

La durée passée dans les groupes armés est extrêmement variable et on peut grossièrement dire que la moitié des ex-combattants interrogés a passé quatre ans ou moins dans les groupes armés (52% pour les hommes, 56% pour les femmes, 47% pour les jeunes) et qu'une proportion qui reste importante (autour de 40-45%) a perduré dans les groupes armés plus de six ans. Les jeunes sont notamment ceux qui sont restés engagés le plus longtemps dans un mouvement armé.

A noter également, si on croise l'âge actuel des personnes enquêtées avec le temps écoulé depuis leur auto-démobilisation, les personnes auto-démobilisées

Tableau 6: Degré d'implication dans les groupes armés

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Total
Nombre de personnes interrogées		430	50	167	21	668
Âge au moment du recrutement	<15 ans	9 (2%)	7 (14%)	77 (46%)	1 (5%)	94 (14%)
	15-39 ans	384 (90%)	36 (72%)	90 (54%)	19 (91%)	529 (79%)
	40-59 ans	35 (8%)	6 (12%)	-	1 (5%)	42 (6%)
	>60 ans	1 (-)	1 (-)	-	-	2 (-)
Durée dans le groupe armée	< 2 ans	105 (24%)	13 (26%)	24 (14%)	8 (38%)	150 (23%)
	2-4 ans	121 (28%)	15 (30%)	55 (33%)	3 (14%)	194 (29%)
	4-6 ans	28 (6%)	4 (8%)	11 (7%)	1 (5%)	44 (7%)
	6-10 ans	114 (27%)	15 (30%)	40 (24%)	8 (38%)	177 (27%)
	>10 ans	62 (14%)	3 (6%)	37 (22%)	1 (5%)	103 (15%)
Nombre d'années depuis la démobilisation	< 2 ans	18 (4%)	1 (2%)	5 (3%)	2 (10%)	26 (4%)
	2-4 ans	66 (16%)	-	25 (15%)	1 (5%)	92 (14%)
	4-6 ans	10 (2%)	-	8 (5%)	1 (5%)	19 (3%)
	6-10 ans	152 (36%)	28 (60%)	64 (39%)	11 (52%)	255 (39%)
	>10 ans	177 (42%)	18 (38%)	63 (38%)	6 (29%)	264 (40%)

depuis longtemps sont, en proportion, dans les mêmes tranches d'âge que les personnes auto-démobilisées plus récemment.

L'ensemble de ces résultats montre bien que la situation du Pool est loin d'être explosive de manière générale. La majorité des personnes enquêtées se sont auto-démobilisées il y a plus de six ans et près de la moitié des ex-combattants a déclaré avoir passé un temps relativement court dans le groupe armé. Il reste néanmoins intéressant d'explorer la variation géographique, afin d'éventuellement déceler des zones géographiques où l'engagement dans les groupes armés semble avoir duré plus longtemps qu'ailleurs.

2. Variation géographique de l'engagement

Le tableau 7 montre une très grande variation géographique d'un district à un autre. À un extrême, le district de Mindouli, où deux-tiers des ex-combattants interrogés ont passé plus de six ans dans un groupe armé. À un autre extrême, le district de Boko, où 95% des ex-combattants interrogés ont passé moins de quatre ans dans un groupe armé. Les districts où les ex-combattants ont généralement passé plus de

temps dans les groupes armés sont les districts de Mindouli et Vinza, et ceux où ils ont passé moins de temps sont les districts de Ngoma Tsé Tsé, Boko, Louingui, et Ignié. Les districts de Kinkala et Kindamba sont plus mitigés.

Ce constat est en phase avec la temporalité du conflit congolais mis en évidence par l'étude qualitative réalisée en mai (Chelpi-den Hamer, 2011). La région du Pool n'a pas été uniformément touchée par le conflit d'une localité à une autre, et on note une grande variation d'effet. Si on peut distinguer trois périodes de guerre - 1998-1999, 2002-2003 et une période de violence plus diffuse entre 2003 et 2010 - toutes les localités ne les ont pas expérimentées de la même manière. Ainsi, le village de Kinkala a connu la guerre de 1998-99 mais n'a pas été directement touché en 2002-2003; la localité a néanmoins accueilli des déplacés en provenance de villages alentour. Les districts de Boko et Louingui ont été calmes depuis 2003. A l'inverse, des bases Ninja fixes ont perduré jusqu'à récemment dans les villages de Matoumbou, Kibouendé, Voula, Missafou, notamment dans les localités stratégiquement positionnées le long du chemin de fer.

Tableau 7: Durée dans le groupe armé par district

	< 2 ans	2-4 ans	4-6 ans	6-10 ans	>10 ans	Total
Mindouli	12 (6%)	42 (21%)	15 (7%)	93 (46%)	41 (20%)	203 (100%)
Kindamba	3 (6%)	22 (40%)	4 (7%)	21 (38%)	5 (9%)	55 (100%)
Kinkala	31 (20%)	54 (35%)	12 (8%)	28 (18%)	28 (18%)	153 (100%)
Ngoma Tsé Tsé	39 (37%)	45 (43%)	5 (5%)	15 (14%)	2 (2%)	106 (100%)
Vinza	1 (2%)	4 (8%)	4 (8%)	16 (32%)	25 (50%)	50 (100%)
Mbanza Ndounga	1 (100 %)	-	-	-	-	1 (100%)
Boko	21 (81%)	4 (15%)	1 (4%)	-	-	26 (100%)
Louingui	15 (65%)	5 (22%)	-	2 (9%)	1 (4%)	23 (100%)
Ignié	27 (53%)	18 (35%)	3 (6%)	2 (4%)	1 (2%)	51 (100%)
Total	150 (23%)	194 (29%)	44 (7%)	177 (27%)	103 (15%)	668

3 Niveau d'éducation

Il y a relativement peu de réponses personnelles des ex-combattants sur le niveau d'éducation actuel: 106 ex-combattants hommes ont répondu (sur 430 interrogés), 13 ex-combattantes femmes (sur 50), 52 ex-combattants jeunes (sur 167), 5 ex-combattants handicapés (sur 21). Le taux de réponse des ménages est plus élevé: 447 ménages avec ex-combattants ont répondu (sur 496) ainsi que 896 ménages sans ex-combattants (sur 948).

Parmi les personnes qui ont répondu, le tableau 8 montre que près des trois-quarts des ex-combattants hommes sont lettrés et savent lire et écrire. Cette proportion est quelque peu supérieure aux ménages avec et sans combattants (respectivement, 62 et 67%) et on note une légère tendance à être plus lettré chez les personnes plus âgées que chez les jeunes (parmi les ex-combattants interrogés, 77% des personnes âgées

entre 40 et 59 ans savaient lire et écrire tandis que cette proportion était de 65% dans la tranche d'âge 15-39). Ces résultats sont en ligne avec d'autres études, qui montrent que ceux qui rejoignent les groupes armés ne sont pas nécessairement aussi marginaux qu'on croit.

30% des personnes interrogées membre de ménages avec ex-combattants ont terminé le cycle secondaire, et pour certains ont fréquenté quelques années dans le supérieur (ce nombre est de 37% pour les membres de ménages sans ex-combattants).

Très peu d'ex-combattants ont continué leurs études après leur auto-démobilisation. Il convient néanmoins de noter que la proportion chez les jeunes est – logiquement – plus élevée (23% contre 4% chez les ex-combattants hommes).

Tableau 8: Niveau d'éducation

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Pouvez-vous lire et écrire?	Non	63 (15%)	14 (29%)	43 (26%)	3 (14%)	157 (33%)	237 (25%)
	Lire seulement	53 (13%)	3 (6%)	27 (16%)	3 (14%)	29 (6%)	74 (8%)
	Lire et écrire	309 (73%)	32 (65%)	94 (57%)	15 (71%)	297 (62%)	624 (67%)
Niveau d'étude au moment de la démobilisation (pour les ménages, niveau d'études actuel)	Aucun	4 (3%)	1 (4%)	2 (10%)	-	68 (15%)	128 (14%)
	Quelques années de primaire	15 (11%)	2 (9%)	5 (25%)	1 (-)	63 (14%)	110 (12%)
	Fin de cycle primaire	29 (22%)	5 (22%)	3 (15%)	-	94 (21%)	136 (15%)
	Quelques années de secondaire	34 (25%)	7 (30%)	6 (30%)	-	85 (19%)	183 (20%)
	Fin de cycle secondaire	46 (34%)	8 (35%)	3 (15%)	-	106 (24%)	270 (30%)
	Quelques années de supérieur	1 (1%)	-	1 (5%)	-	22 (5%)	44 (5%)
Continuation d'étude après la démobilisation	Oui	18 (4%)	4 (8%)	36 (23%)	1 (5%)		
	Non	392 (96%)	44 (92%)	119 (77%)	18 (95%)		

4 Emploi et niveau de dette

1. Activité professionnelle

Les enquêteurs ayant administré les questionnaires ont souligné à plusieurs reprises la difficulté de collecter des informations sur ce thème. Certaines questions relatives au revenu se sont avérées difficiles à administrer, soit qu'elles étaient trop longues, soit qu'elles étaient incompréhensibles par les personnes consultées. Le rapport Caritas sur la collecte des données

cite plusieurs exemples (Caritas, 2011). Ainsi, pour représenter la notion de pourcentage aux personnes analphabètes (par exemple, pour tenter de répondre à la question E.15 'quel pourcentage du revenu familial gagnez-vous?'), les enquêteurs ont dû recourir à des tournures trop longues qui prenaient non seulement du temps mais ne donnaient aucune garantie de qualité dans la réponse.

Tableau 9: Trajectoire professionnelle

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Statut avant guerre	Chômeur	5 (4%)	2 (14%)	6 (13%)	3 (25%)	84 (18%)	131 (14%)
	Employé dans l'agriculture	30 (27%)	3 (21%)	9 (20%)	5 (42%)	4 (1%)	4 (-)
	Employé dans le privé	17 (15%)	2 (14%)	9 (20%)	-	14 (3%)	26 (3%)
	Employé dans le public	9 (8%)	1 (7%)	5 (11%)	2 (17%)	7 (2%)	38 (4%)
	Paysan à son compte	52 (46%)	6 (43%)	17 (37%)	2 (17%)	271 (58%)	553 (61%)
	Contractuel					41 (9%)	84 (9%)
	Etudiants					15 (3%)	25 (3%)
	Ménagères En retraite					10 (2%) 20 (4%)	18 (2%) 34 (4%)
Exercez-vous votre emploi d'avant-guerre?	Oui	139 (41%)	16 (46%)	24 (22%)	9 (47%)		
	Non	200 (59%)	19 (54%)	85 (78%)	10 (53%)		
Si vous êtes sans emploi, d'après vous, quelle en est la raison?	Manque d'opportunités de travail					76 (45%)	129 (49%)
	Manque de matériel et de finance					74 (44%)	71 (30,7%)
	Manque de compétence négociable					10 (6%)	34 (13%)
	Problème de sante/ Handicap					3 (2%)	14 (5%)

Nous l'avons souligné plus haut, les questions sur l'emploi n'ont en général pas suffisamment pris en compte le côté informel des activités, ni leur côté saisonnier. Le fait que les personnes enquêtées exerçaient souvent plusieurs activités génératrices de revenus en même temps a également été difficile de capturer par l'étude quantitative, le questionnaire n'étant pas adapté.

Certaines informations néanmoins ont pu être relativement bien capturées et sont intéressantes pour le cadre de l'étude. Il est par exemple intéressant de noter que la majorité des ex-combattants hommes et jeunes enquêtés n'exercent pas l'activité qu'ils faisaient avant guerre. Si ce n'est pas surprenant pour les jeunes, c'est une tendance à noter pour les gens plus âgés, et il vaudrait la peine d'explorer pourquoi dans une étude de suivi.

On note aussi la grande proportion des gens impliqués dans l'agriculture. Parmi les ménages avec ou sans ex-combattants, environ 60% des personnes interrogées étaient paysans à leur compte, et 73% des

ex-combattants hommes indiquaient qu'ils travaillaient dans l'agriculture soit à leur propre compte, soit en tant qu'employé.

S'ils ne sont pas majoritaires, les emplois non agricoles ne sont pas non plus négligeables et si on additionne le public et le privé, ce domaine concerne 23% des ex-combattants hommes et 31% des ex-combattants jeunes.

Enfin, il est intéressant de noter que parmi les ménages interrogés, entre un quart et un tiers des personnes interrogées se sont considérées comme étant sans emploi (160 personnes sur 496 parmi les ménages d'ex-combattants, et 248 personnes sur 948 parmi les ménages sans ex-combattants).

Le tableau 10 nous renseigne sur les perceptions des personnes en rapport à leur employabilité. La tendance est en général optimiste avec près de deux-tiers des ménages d'ex-combattants et des ex-combattants hommes et jeunes estimant positives leur chance d'obtenir un emploi dans un proche avenir. Que cette

Tableau 10: Perception des personnes enquêtées sur les questions relatives à l'emploi

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Quelles sont vos chances d'obtenir un emploi dans un proche avenir auprès de quelqu'un?	Bonnes	108 (66%)	14 (87%)	46 (61%)	6 (54%)	93 (67%)	165 (66%)
	Pas bonnes	55 (34%)	2 (13%)	30 (39%)	5 (46%)	46 (33%)	84 (34%)
Pensez-vous que le fait d'être EC peut être un facteur de manque d'emploi?	Oui	40 (24%)	1 (4%)	13 (18%)	4 (36%)		1 (10%)
	Non	127 (76%)	23 (96%)	60 (82%)	7 (64%)		9 (90%)
De votre point de vue, comment les EC sont-ils perçus en termes d'employabilité?	Mieux que les autres membres de la communauté					25 (15%)	26 (10%)
	De la même façon					100 (59%)	177 (65%)
	Moins bien					44 (26%)	68 (25%)
Pensez-vous que les femmes ex-combattantes sont particulièrement défavorisées par rapport aux autres femmes pour trouver de l'emploi?	Oui					36 (41%)	54 (27%)
	Non					51 (59%)	149 (73%)
Pensez-vous que les handicapés ex-combattants sont particulièrement défavorisés par rapport aux autres handicapés?	Oui					79 (19%)	136 (22%)
	Non					331 (81%)	493 (78%)

estimation soit basée sur une réelle opportunité ou un état d'esprit reste néanmoins à explorer. Les raisons les plus communément avancées comme facteur explicatif du manque d'emploi sont plutôt liées à des facteurs structurels (manque d'opportunités de travail) et financiers (manque d'accès au matériel ou au crédit).

Le fait d'avoir été ex-combattant n'est en général pas considéré comme un facteur explicatif du manque d'emploi. Près de trois-quarts des ex-combattants hommes répondent par la négative, ainsi que presque toutes les femmes interrogées et 82% des jeunes. On note cependant un fort taux de manque de réponse à cette question parmi les ex-combattants. Cette tendance est par contre à nuancer pour les ex-combattants femmes: trois-quarts des ménages sans ex-combattants estiment en effet que les femmes ex-combattantes sont défavorisées par rapport aux autres femmes de la communauté pour trouver de l'emploi. On note la même tendance pour les ex-combattants handicapés.

Les ménages interrogés estiment également pour la plupart que les ex-combattants sont perçus de la même façon que les autres membres de la communauté. 10 à 15% considèrent qu'ils sont mieux traités, et un quart qu'ils sont bien moins considérés en matière d'employabilité. On note cependant là aussi un fort taux de manque de réponse à cette question.

2. Activités agricoles

Près de trois-quarts des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient accès à une parcelle de terre

pour cultiver. Nous ne pouvons pas distinguer la proportion des personnes enquêtées propriétaires foncières des locataires de parcelle, ni quelle part des arrangements, parmi les locataires, sont fiduciaires ou en récolte. Malgré cela, il est frappant de constater que la majorité des personnes interrogées ont déclaré disposer de plus de terre arable qu'il y a deux ans, ce qui démontre une fois de plus la stabilisation relative de la zone.

Posséder du bétail (soit en propriétaire, soit en métayage) ne concerne qu'entre un quart et un cinquième des personnes interrogées. Ces résultats sont en ligne avec l'enquête qualitative qui a révélé que le volume de cheptel avait été grandement détruit par la guerre. Ce volume ne semble pas avoir beaucoup varié dans les derniers deux ans, ce qui peut souligner une certaine difficulté d'approvisionnement et un manque de fermes locales opérationnelles.

3. Degré de mobilité

A l'instar de la société africaine sub-saharienne, la population enquêtée est extrêmement mobile: 88% des ex-combattants hommes interrogés sont prêts à déménager s'il y a des opportunités d'emploi hors de leur lieu de résidence. Cette tendance peut avoir des conséquences sur l'éclatement des familles, vu qu'il n'est pas rare de bouger seul, et de laisser partenaire et enfants derrière.

22% des ex-combattants hommes et 45% des ex-combattants femmes ont déménagé deux fois et plus depuis leur démobilisation. L'emploi est la

Tableau 11: Activités agricoles

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Est-ce que vous disposez d'une parcelle de terre pour cultiver?	Oui	319 (75%)	30 (60%)	122 (74%)	15 (71%)	357 (73%)	706 (74%)
	Non	107 (25%)	20 (40%)	42 (26%)	6 (29%)	135 (27%)	247 (26%)
Disposez-vous de plus de terre arable qu'il y a deux ans?	Oui	216 (68%)	18 (62%)	81 (72%)	7 (50%)	244 (69%)	463 (67%)
	Non	100 (32%)	11 (38%)	32 (28%)	7 (50%)	108 (31%)	222 (32%)
Avez-vous du bétail?	Oui	106 (25%)	10 (21%)	37 (23%)	3 (14%)	93 (19%)	174 (18%)
	Non	317 (75%)	38 (79%)	123 (77%)	18 (86%)	397 (81%)	778 (82%)
Si oui, a-t-il varié les deux dernières années?	Il a augmenté	52 (52%)	4 (36%)	13 (46%)	2 (40%)	39 (49%)	86 (57%)
	Il a diminué	49 (49%)	7 (64%)	15 (54%)	3 (60%)	40 (51%)	66 (43%)

Tableau 12: Degré de mobilité des personnes

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Où habitez-vous avant d'être enrôlé?	Même habitation qu'actuellement	12 (11%)	2 (13%)	4 (7%)	1 (17%)		
	Autre ville au Congo	18 (17%)	3 (20%)	9 (16%)	-		
	Autre village	10 (9%)	1 (7%)	7 (12%)	1 (17%)		
	Dans un autre pays	23 (21%)	4 (27%)	10 (18%)	1 (17%)		
	En ville	29 (27%)	3 (20%)	15 (26%)	3 (50%)		
	À Brazzaville	5 (5%)	1 (7%)	6 (11%)	-		
	À Kinkala	9 (8%)	1 (7%)	5 (9%)	-		
Nombre de déménagement depuis démobilisation	0	220 (55%)	19 (42%)	82 (59%)	10 (50%)	187 (62%)	282 (61%)
	1	90 (23%)	6 (13%)	31 (21%)	5 (25%)	54 (18%)	102 (22%)
	2	40 (10%)	12 (27%)	13 (9%)	2 (10%)	33 (11%)	51 (11%)
	3 et +	48 (12%)	8 (18%)	21 (14%)	3 (15%)	28 (9%)	26 (6%)
Combien de temps souhaitez-vous rester dans votre quartier actuel?	Pas de projet de déménagement	308 (74%)	39 (78%)	105 (65%)	15 (71%)	346 (76%)	740 (83%)
	Déménagement bientôt	31 (7%)	3 (6%)	22 (14%)	2 (10%)	36 (8%)	56 (6%)
	Déménagement après deux ans	80 (19%)	8 (16%)	35 (22%)	4 (19%)	72 (16%)	98 (11%)
S'il y a des opportunités d'emploi hors de votre domicile, êtes-vous prêt à déménager?	Oui	347 (88%)	33 (75%)	142 (91%)	17 (90%)	328 (76%)	626 (70%)
	Non	47 (12%)	11 (25%)	14 (9%)	2 (11%)	103 (24%)	271 (30%)

première raison citée de déménagement, puis la poursuite d'études (à eux deux, ces deux facteurs représentent 80% des déplacements de personnes). D'autres raisons citées par les personnes enquêtées sont la proximité familiale, la possibilité de construire (6%), la possibilité d'obtenir de la terre (6%), le fait qu'ils perçoivent le milieu comme étant devenu dangereux pour eux avec le récent déploiement de l'armée dans le Pool et l'opération Kimia (2%).

Le fait que relativement peu de personnes habitent dans leur maison d'avant guerre n'est pas surprenant dans un contexte post-conflit. Les causes sont diverses, du déplacement de l'individu pour cause de guerre, à l'éclatement des familles, à la destruction de l'habitation, ou à une habitation avant guerre non occupée pendant plusieurs années et laissée en désuétude. Deux points sont néanmoins à noter: 1) l'importance relative des personnes qui habitaient dans un autre pays avant guerre (environ 20% de ex-com-

battants; il faut peut-être rappeler ici la proximité de la République Démocratique du Congo comme possible facteur explicatif); et 2) une majorité de recrues qui habitaient dans des zones urbaines ou semi-urbaines au moment de leur recrutement.

4. Niveau de dette

Sans surprise, peu de personnes enquêtées ont déjà demandé un emprunt auprès d'un organisme officiel: seulement 3% des ex-combattants hommes, 2% des ménages avec ex-combattants, et 4% des ménages sans ex-combattants.

L'emprunt informel par contre est dans les normes et sert diverses fonctions dont les deux premières sont d'assurer un moyen de subsistance dans les moments difficiles et d'utiliser l'emprunt pour investir dans des activités génératrices de revenus (un tiers des ex-combattants hommes interrogés ont déclaré avoir emprunté à cet effet). Le prêt sert aussi au fonctionnement du

ménage, à payer le loyer, les frais de scolarisation, les frais de loyer, les frais de deuil, de mariage, et les frais médicaux quand nécessaire. Certains répondants ont également indiqué avoir emprunté pour acheter un terrain. D'autres (une minorité) ont déclaré avoir dilapidé l'argent ou en avoir fait don à des parents.

Un fait marquant de ces mécanismes de crédit informels est que l'on peut noter que les ex-combattants sont devenus créditeurs et prêtent de l'argent

à des personnes plus démunies. 55% des ménages avec ex-combattants ont déclaré avoir déjà emprunté de l'argent auprès d'un ami ex-combattant. 60% des ménages sans ex-combattants ont également fait de même. Cette tendance est intéressante parce qu'elle montre clairement que certains ex-combattants sont en condition financière relative confortable. Les autres créditeurs informels incluent les institutions religieuses, les leaders communautaires et la famille.

Tableau 13: Niveau de dette

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Avez-vous jamais demandé un microcrédit auprès d'un établissement de crédit officiel?	Oui	12 (3%)	1 (2%)	-	1 (5%)	11 (2%)	36 (4%)
	Non	389 (97%)	41 (98%)	151 (100%)	20 (95%)	453 (98%)	883 (96%)
Si vous avez déjà emprunté de l'argent, auprès de qui avez-vous demandé ce crédit?	Famille	26 (20%)	2 (11%)	15 (34%)	1 (20%)	23 (21%)	23 (14%)
	Auprès d'un ami ex-combattant	35 (27%)	8 (42%)	14 (32%)	2 (40%)	62 (55%)	102 (60%)
	Auprès d'un leader communautaire	8 (6%)	1 (5%)	4 (9%)	-	7 (6%)	3 (2%)
	Etablissement de crédit officiel	5 (4%)	2 (10%)	-	1 (20%)	4 (4%)	5 (3%)
Depuis votre démobilisation, avez-vous déjà dû emprunter de l'argent?	Oui	135 (33%)	19 (43%)	49 (32%)	5 (24%)	112 (23%)	-
	Non	277 (67%)	25 (57%)	104 (68%)	16 (76%)	371 (77%)	-

5 Expériences liées à la réinsertion

1. Expériences de retour

La majorité des ex-combattants interrogés ont été bien accueillis à leur retour par leur famille respective, à près de 80% toutes catégories confondues. On note cependant une vraie difficulté de réadaptation. Ainsi, environ un tiers des ex-combattants hommes et jeunes et près de la moitié des ex-combattants femmes et handicapés disent avoir rencontré ce type de problème. Si sur 561 ex-combattants interrogés, 62% affirment avoir été traités comme n'importe quel membre de la communauté par leurs aînés, 9%

disent avoir été traités sans égards, 16% ont indiqué avoir suscité de la peur, et 14% ont senti que les gens cherchaient à les éviter pendant une certaine période.

S'il y a eu relativement peu de réponses sur les perceptions d'autres membres de la communauté à leur égard, on peut noter les tendances suivantes:

- Sur 80 ex-combattants interrogés, 38% ont été traités comme tous les autres par la police et les forces de l'ordre, 42% ont été traités sans égards, 21% ont eu l'impression de susciter de la peur ou d'être évités par les gens;

Tableau 14: Expériences de retour

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Comment la famille vous-a-t-elle accueilli au retour?	Chaleureusement / Gentiment	268 (80%)	25 (80%)	93 (80%)	11 (79%)		
	Avec suspicion / Non bienvenue	65 (20%)	5 (16%)	19 (16%)	2 (14%)		
Avez-vous rencontré des problèmes de réadaptation à la vie de famille?	Oui	132 (37%)	20 (47%)	42 (30%)	9 (45%)		
	Non	224 (63%)	23 (53%)	96 (70%)	11 (55%)		
Comment vos aînés vous ont-ils traités à votre retour?	Comme n'importe quel membre de la communauté	233 (63%)	30 (71%)	72 (53%)	10 (71%)		
	Ils nous ont évités	52 (14%)	5 (12%)	16 (12%)	3 (21%)		
	Ils ont eu peur de nous	54 (15%)	5 (12%)	30 (22%)	1 (7%)		
	Ils nous ont traités sans égards	31 (8%)	2 (5%)	17 (13%)	-		
Y-a-t-il une façon spéciale dont les membres de la communauté prennent en charge les enfants ex-combattants?	Oui					86 (31%)	89 (28%)
	Non					196 (69%)	227 (72%)

Tableau 15: Information reçues et attentes personnelles sur la réinsertion

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Avez-vous reçu des informations suffisantes sur le dernier programme de démobilisation?	Aucune information	31 (15%)	3 (18%)	12 (19%)	2 (22%)		
	Des informations insuffisantes	76 (38%)	6 (35%)	21 (34%)	1 (11%)		
	Des informations suffisantes	90 (45%)	8 (47%)	28 (45%)	6 (67%)		
Pensez-vous que vous auriez dû être plus informé sur la réinsertion?	Oui					225 (59%)	318 (53%)
	Non					159 (41%)	286 (47%)
Quelle est votre attente principale en terme de réinsertion?	Opportunité d'éducation formelle	23 (10%)	6 (24%)	15 (20%)	2 (15%)		
	Education professionnelle	54 (23%)	4 (16%)	20 (27%)	3 (23%)		
	Agriculture/Elevage/Pêche	94 (40%)	9 (36%)	23 (31%)	5 (39%)		
	Auto-entrepreneuriat /autre AGR	41 (17%)	5 (20%)	11 (15%)	3 (23%)		
	Aide au retour à l'emploi	25 (10%)	1 (4%)	6 (8%)	-		

- Sur 90 ex-combattants interrogés, un tiers a été traité comme tous les autres par leurs voisins, un autre tiers a suscité de la peur, 23% ont été traités sans égard au début, et 8% ont été évités par les gens;
- Sur 59 jeunes interrogés re-scolarisés, 40% ont eu l'impression d'être traités comme tout le monde à l'école par les enseignants, et 60% ont été traités sans égard ou ont suscité de la peur.

Il est intéressant de noter que les enfants ex-combattants semblent en général être traités comme les autres par la communauté. Plus des deux-tiers des ménages interrogés ont en effet indiqué qu'il n'y a pas eu de traitement spécial pour le retour des plus jeunes. La nature de la prise en charge des ex-enfants soldats par la communauté s'est concentrée sur la délivrance de conseils (selon 70% des personnes interrogées), le paiement des frais scolaires pour certains, le paiement de soins médicaux, et pour une minorité, des dons de terrain et des constructions de maison.

Si le retour en famille a souvent été direct, certaines recrues ont d'abord déclaré avoir passé quelque temps en centre ou en famille d'accueil, et certains ont même

été hébergés au début par les autorités locales administratives ou militaires (sous-préfet, camp militaire, sapeur pompier). Le peu de personnes ayant transité en centre d'accueil porte un avis en général positif sur l'accueil en centre et l'appui psychosocial et médical est en général bien reçu. Le nombre de ces recrues est néanmoins faible, la plupart des auto-démobilisés s'étant débrouillés eux-mêmes pour effectuer la transition de leur vie militaire à leur vie civile.

2. Informations et attentes personnelles sur la réinsertion

Une légère majorité d'ex-combattants estiment qu'ils auraient dû être plus informés en matière de réinsertion: 45% des ex-combattants hommes estiment avoir reçu une information suffisante (beaucoup néanmoins n'ont pas donné de réponses à cette question), tandis que 38% d'entre eux déclarent avoir été insuffisamment informés (15% déclarant également n'avoir reçu aucune information).

Les réponses des ménages ne semblent pas montrer un besoin criant de plus informer les communautés: 59% des ménages avec ex-combattants et 53% des mé-

Tableau 16: Bénéfices reçus liés à la réinsertion

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Si vous avez reçu un filet de sécurité, l'avez-vous reçu au complet?	Oui	5 (13%)	-	1 (10%)	-		
	Non	33 (87%)	-	9 (90%)	1 (100%)		
D'après vous, quelle en est la raison?	Mauvaise communication	5 (11%)	-	-	-		
	Lenteur du programme	31 (71%)	-	12 (86%)	1 (100%)		
	Manque d'accès à l'agent payeur	1 (2%)	-	-	-		
Avez-vous reçu une formation professionnelle récemment?	Oui	74 (20%)	9 (21%)	28 (21%)	3 (16%)	47 (13%)	90 (11%)
	Non	295 (80%)	33 (78%)	105 (79%)	16 (84%)		
Si vous êtes membre d'une association économique, l'avez-vous rejoint directement après votre démobilisation ou après?	A d'abord travaillé à son compte	37 (72%)	4 (100%)	3 (60%)	2 (67%)		
	A directement rejoint	14 (28%)	-	2 (40%)	1 (33%)		

nages sans ex-combattants auraient souhaité recevoir plus d'information tandis que 41 et 47% sont globalement satisfaits de l'information reçue. Les personnes interrogées ont cité plusieurs vecteurs d'information notamment les réunions communautaires, la radio, le bouche à oreille, les 'crieurs' (personnes locales contractées de manière ponctuelle pour délivrer un message au mégaphone), les églises, la presse locale.

S'il est difficile de faire ressortir une attente principale en matière de réinsertion - les attentes étant souvent multiples et rarement hiérarchisées - l'agrégat des réponses récoltées parmi les ex-combattants montre qu'un soutien à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche serait le souhait principal de 37% des ex-combattants, toutes catégories confondus. 23% souhaiteraient plutôt bénéficier en premier lieu d'une éducation au métier, 17% préféreraient être soutenus en terme d'auto-entreprenariat, et 13% souhaiteraient reprendre leurs études (une perspective pas forcément réaliste selon l'âge et le niveau d'éducation initial du demandeur). Les réponses concernant l'aide au retour à l'emploi sont à interpréter avec précaution vu le caractère largement informel de l'économie locale.

3. Bénéfices reçus

Le faible niveau de réponse sur les bénéfices reçus en matière de réinsertion peut s'expliquer de plusieurs façons:

- C'est d'abord illustratif du fait que très peu d'ex-combattants auto-démobilisés ont reçu un soutien du PNDDR dans le Pool dans le cadre du projet MDRP (pour rappel: 1,679 ex-combattants seulement);
- Mais cela peut aussi montrer que les personnes interrogées sont réticentes à dire qu'elles ont reçu une aide à la réinsertion dans l'espoir de recevoir une nouvelle forme de support;
- Enfin, il faut manipuler ces réponses avec précaution puisque les termes 'aide à la réinsertion' ou 'filet de sécurité' ont pu être confondus avec le récent programme d'achat des armes du gouvernement qui a injecté des liquidités conséquentes dans la zone d'enquête. Ces termes n'ont d'ailleurs pas souvent été adaptés de manière adéquate par les enquêteurs.

Parmi les faibles niveaux de réponse sur les bénéficiaires reçus, la grande majorité des ex-combattants ayant reçu un filet de sécurité en matière de réinsertion déclarent ne pas l'avoir reçu au complet, et expliquent cet état de fait par la lenteur du programme. Ce résultat est en ligne avec ce que nous savons des modalités de mise à disposition des fonds dans le cadre du soutien au microprojet, le paiement des différentes tranches ayant en effet pu être espacé d'un an.

L'argent reçu suite à la démobilisation a été dépensé de plusieurs manières. En premier lieu, les réponses

dénotent le support à la famille proche, puis les dépenses d'investissement (pour 136 ex-combattants). Les autres postes de dépenses incluent l'amélioration de l'habitat, l'achat de terrain, les soins médicaux, les frais de scolarité, le paiement de dettes, et pour une très nette minorité, le placement en banque.

Seulement un cinquième des ex-combattants interrogés ont déclaré avoir reçu une formation professionnelle récemment (la proportion est de 11% pour les ménages sans ex-combattants).

6 Capital social

1. Capital social psychologique / Soutien moral

Le tableau 17 montre que les ex-combattants sont loin d'être déconnectés socialement. S'il est regrettable que ce que sous-entend le terme 'famille' n'ait pas été défini précisément pour le cadre de l'enquête (partenaire ? ascendants ? enfants ? famille élargie ?), la majorité des personnes interrogées ont déclaré être en contact avec leur famille au moment de l'entretien (plus de 90% des ex-combattants hommes et 85% des ex-combattants jeunes). La fréquence des contacts semble relativement régulière : elle est journalière pour un quart des ménages (toutes catégories confondues) et 56% des ex-combattants hommes sont en contact avec leur famille au moins une fois par semaine. Les contacts plus occasionnels (à partir de 6 mois) représentent environ un quart des ménages et des ex-combattants hommes. La proportion de contacts occasionnels semble plus élevée pour les ex-combattants femmes, et moins élevée chez les jeunes, ce qui n'est finalement pas surprenant vu les caractéristiques spécifiques de ces catégories.

Les raisons avancées pour ne pas rencontrer la famille plus souvent sont plutôt liées à des causes logistiques et financières (coûts du voyage, distance, manque de temps). On note néanmoins que 13% des personnes interrogées faisant partie de ménages sans combattants ne visitent pas leurs parents par manque d'intérêt, pour éviter des problèmes, ou parce qu'ils pensent sincèrement ne pas être bienvenus. Le pourcentage est de 16% pour les personnes interrogées faisant par-

tie de ménages avec ex-combattants. Ce ratio est plus élevé parmi les ex-combattants interrogés et 28% des ex-combattants hommes ayant répondu à la question ont déclaré ne pas visiter régulièrement leur famille à cause de ces raisons.

Beaucoup d'ex-combattants continuent à entretenir des liens avec d'autres amis ex-combattants. Ce phénomène peut facilement s'expliquer dans le cas des recrues locales, où les liens d'amitiés avant guerre ont éventuellement pu continuer après. Pour les autres types de recrues, on peut expliquer ce phénomène par le fait d'avoir partagé une expérience extrême pendant un certain laps de temps. Ce n'est pas forcément un indicateur de marginalité, et cette variable doit être manipulée avec précaution, selon les histoires individuelles de chacun. L'étude qualitative a en effet mis en évidence que, quand l'ex-combattant craint des représailles éventuelles (de militaires ou de police), il a tendance à se rapprocher d'autres ex-combattants.

2. Capital social économique

La majorité des personnes interrogées n'a jamais été membre d'un groupement économique. Cela concerne 78% des ex-combattants hommes et femmes, 87% des ex-combattants jeunes, et parmi les ménages, 83% des personnes interrogées faisant partie de ménages avec ex-combattants et 87% des personnes interrogées faisant partie de ménages sans ex-combattants. La majorité des ex-combattants déclare n'avoir jamais été sensibilisée aux avantages de faire partie d'associations. Les ex-combattants femmes et handicapés semblent accorder plus de crédit à l'avantage de

Tableau 17: Capital social psychologique							
		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Etes-vous en contact avec votre famille actuellement?	Oui	239 (91%)	21 (88%)	88 (85%)	14 (88%)		
	Non	25 (9%)	3 (12%)	15 (15%)	2 (13%)		
Fréquence des contacts	Tous les jours	77 (31%)	2 (8%)	24 (25%)	4 (27%)	55 (24%)	119 (23%)
	Toutes les semaines	32 (25%)	5 (21%)	21 (22%)	4 (27%)	57 (25%)	111 (22%)
	Tous les mois	52 (21%)	3 (13%)	25 (26%)	2 (13%)	48 (21%)	138 (27%)
	Tous les 6 mois	4 (2%)	2 (8%)	5 (5%)	1 (7%)	11 (5%)	17 (3%)
	Une fois par an	4 (2%)	-	5 (5%)	1 (7%)	5 (2%)	11 (2%)
	Occasionnellement	45 (18%)	10 (42%)	12 (13%)	3 (20%)	51 (22%)	115 (22%)
	Jamais	1 (-)	2 (8%)	-	-	3 (1%)	4 (1%)
Raison pour ne pas rencontrer la famille plus souvent	Raisons liées au voyage (coût, distance)	57 (54%)	4 (29%)	17 (47%)	6 (75%)	58 (59%)	150 (67%)
	Manque de temps	18 (17%)	4 (29%)	9 (25%)	2 (25%)	20 (20%)	42 (19%)
	Manque d'intérêt	11 (10%)	-	-	-	6 (6%)	13 (6%)
	La famille n'aimerait pas (pour éviter les problèmes, par peur de sorcellerie)	19 (18%)	6 (35%)	7 (20%)	-	10 (10%)	16 (7%)
En termes d'amis, vous en avez:	Relativement beaucoup	193 (54%)	17 (40%)	68 (50%)	9 (56%)	143 (37%)	346 (45%)
	Peu, mais de bons amis	81 (23%)	9 (21%)	36 (27%)	3 (19%)	117 (31%)	208 (27%)
	Pas beaucoup d'amis	86 (24%)	17 (39%)	32 (23%)	4 (25%)	124 (32%)	211 (28%)
En termes d'amis, ils sont:	EC pour la plupart	154 (38%)	19 (39%)	57 (38%)	9 (47%)		
	Quelques-uns sont EC	196 (48%)	21 (43%)	79 (52%)	9 (47%)		
	Personne n'est EC	58 (14%)	9 (18%)	16 (10%)	1 (5%)		

se regrouper en association que les ex-combattants hommes et jeunes, même si la proportion n'est pas extrême.

La prise de décision rapide est l'avantage le plus mis en avant pour justifier le travail en solo (qui inclut souvent des membres de la famille proche). Interrogés sur les désavantages de travailler en association, les deux réponses principales toutes catégories confondues portent sur des notions de confiance (la mentalité des membres du groupe, les risques de mésentente) et sur la lenteur des prises de décision.

Parmi le peu de personnes interrogées qui ont déclaré avoir rejoint une association économique (153 personnes toutes catégories confondues, soit moins de 8% de l'échantillon total interrogé), les deux raisons les plus invoquées sont liées à l'entraide et à l'augmentation de la production. Rejoindre une association s'est fait le plus souvent par réseau et connaissance, les personnes candidates à l'association appréciant le travail des membres ou le mode de fonctionnement du groupement. Le bureau associatif (Président, Trésorier, Secrétaire) est le plus souvent élu.

Tableau 18: Perception des associations économiques							
		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Avez-vous déjà été membre d'un groupement économique?	Avant mais plus maintenant	29 (9%)	4 (11%)	6 (5%)	1 (5%)	18 (4%)	40 (5%)
	Oui, et présentement aussi	45 (13%)	4 (11%)	10 (8%)	2 (10%)	57 (13%)	68 (8%)
	Non, jamais	262 (78%)	28 (78%)	117 (87%)	17 (85%)	380 (83%)	768 (87%)
Avez-vous déjà été sensibilisé sur les avantages de devenir membre d'une association?	Oui	137 (38%)	9 (27%)	32 (24%)	12 (63%)		
	Non	225 (62%)	25 (73%)	99 (76%)	7 (37%)		
Quels sont selon vous les désavantages d'être membre d'une association?	Rien en particulier	16 (35%)	2 (40%)	4 (36%)	-	25 (48%)	29 (43%)
	Mentalité du groupe / Mésentente	15 (33%)	2 (40%)	1 (10%)	2 (67%)	9 (17%)	12 (18%)
	Prise de décision lente, impersonnelle	13 (28%)	1 (20%)	6 (54%)	1 (33%)	17 (33%)	22 (32%)
	Mauvaise gestion, coûts élevés	2 (4%)	-	-	-	1 (2%)	1 (2%)
Quels avantages présente le travail en solo qu'une association ne peut pas fournir?	Rien en particulier					24 (47%)	21 (34%)
	Prise de décision rapide					26 (51%)	35 (57%)
Avez-vous envisagé de vous joindre à d'autres femmes dans un groupement économique?	Oui		14 (35%)			14 (15%)	35 (13%)
	Non		26 (65%)			80 (85%)	218 (87%)
Avez-vous envisagé de vous joindre à d'autres handicapés dans un groupement économique?	Oui				3 (43%)		
	Non				4 (57%)		

Les raisons pour cesser de participer à une association sont généralement liées à une mauvaise gestion ou à la dissolution du groupement.

42% des ex-combattants hommes ayant déclaré faire partie d'un groupement économique ont également indiqué que l'association dont ils font partie ne génère aucun revenu. Pour environ un tiers des ex-combattants hommes, le revenu dérivé de l'activité associative est supérieur à 30.000 francs CFA/mois (l'équivalent

de 50 dollars) et pour 28%, le revenu est compris entre 2.500 et 10.000 francs CFA/mois.

Un quart des personnes interrogées faisant partie d'une association ne verse aucune contribution financière au groupement. Les cotisations sont le plus souvent irrégulières ou annuelles. Seulement une infime minorité s'acquitte de leur cotisation en pourcentage de production agricole.

Tableau 19: Nature de l'implication dans les associations économiques

Pour ceux faisant partie d'une association :							
		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
Pourquoi avez-vous souhaité travailler en association?	Pour s'entraider	31 (65%)	4 (100%)	6 (75%)	2 (67%)	28 (49%)	20 (34%)
	Pour augmenter la production	8 (17%)	-	-	1 (33%)	25 (44%)	31 (53%)
	Sur conseil	3 (6%)	-	-	-	-	2 (3%)
Avez-vous rejoint cette association il y a longtemps ou récemment?	Récemment					18 (33%)	20 (30%)
	Il y a longtemps					36 (67%)	47 (70%)
Combien de revenu générait l'association?	Moins de 2,500 francs CFA/mois	6 (15%)	-	1 (10%)	-		
	Plus de 10.000 francs CFA/mois	12 (30%)	3 (75%)	5 (50%)	-		
	Entre les deux	5 (13%)	-	2 (20%)	2 (66%)		
	Aucun revenu	17 (42%)	1 (25%)	2 (20%)	1 (33%)		
Quel type de contribution financière faites-vous à votre association?	Aucune	10 (20%)	1 (25%)	-	2 (67%)	16 (26%)	18 (25%)
	Cotisation annuelle	19 (39%)	1 (25%)	4 (50%)	-	13 (21%)	23 (32%)
	Cotisation mensuelle	3 (6%)	1 (25%)	1 (12%)	-	4 (7%)	3 (4%)
	Paiements irréguliers	14 (29%)	1 (25%)	2 (25%)	1 (33%)	23 (38%)	21 (30%)
	Un pourcentage de la production	3 (6%)	-	1 (12%)	-	1 (2%)	3 (4%)
L'association dont vous faites partie comprend-elle une majorité de démobilisés?	Oui					12 (20%)	11 (15%)
	Non					49 (80%)	65 (86%)

7 Perception de civils n'ayant pas participé aux combats

Le tableau 20 montre qu'il y a en pratique très peu de différenciation sociale de faite entre ex-combattant et simple civil. La majorité des personnes interrogées s'accordent à dire que la tendance principale est de considérer que les ex-combattants ne sont pas différents des autres membres de communauté. Seul 12% des personnes interrogées faisant partie de ménages sans ex-combattants pensent que beaucoup de gens pensent que les ex-combattants sont différents (cette proportion est de 15% pour les personnes interrogées faisant partie de ménages avec ex-combattants).

Il est très intéressant de noter que 50% des personnes interrogées dans les ménages déclarent que leur communauté respective a élu des ex-combattants à des postes politiques à responsabilité. Cette situation montre encore une fois la forte imbrication politique de la branche armée du CNR dans la région du Pool.

Il y a eu relativement peu de mécontentement au sujet de l'appui accordé aux ex-combattants (les personnes interrogées faisant partie de ménages avec ex-combattants ont néanmoins souligné ce fait un peu plus que les autres). Quand il y a eu protestation, le mécontentement est resté discret dans 80% des cas. Une

Tableau 20: Perception sur les ex-combattants

		Ménages avec EC	Ménages sans EC
Comment les EC sont-ils perçus dans votre communauté?	Beaucoup de gens pensent qu'ils sont différents	69 (15%)	86 (12%)
	Quelques personnes pensent qu'ils sont différents	175 (38%)	298 (43%)
	Personne ne pense qu'ils sont différents	216 (47%)	308 (44%)
Est-ce que votre communauté a déjà élu des EC à des postes politiques?	Oui	214 (47%)	325 (49%)
	Non	238 (52%)	329 (50%)
Y-a-t-il ou y-a-t-il eu un quelconque mécontentement de la communauté au sujet de l'appui accordé aux EC?	Oui	123 (35%)	168 (29%)
	Non	227 (65%)	414 (71%)
Comment les membres de la communauté ont-ils exprimé ce mécontentement?	Protestations ouvertes	21 (14%)	30 (14%)
	Protestations discrètes	118 (80%)	174 (79%)
	Pas d'appui à leur projet	7 (5%)	8 (4%)
Pensez-vous que les ménages avec EC sont plus favorisés que les ménages sans EC?	Oui	107 (30%)	212 (37%)
	Non	253 (70%)	366 (63%)

cause de protestation citée dans l'enquête a été que les projets de réinsertion ont servi des ex-combattants fictifs. Dans l'ensemble néanmoins, les ménages avec ex-combattants ne sont pas perçus comme plus favorisés que les ménages sans ex-combattants.

La perception de l'évolution de confiance dans la région est en général positive. Seulement 4% des ménages, toutes catégories confondues, estiment que le niveau de confiance a empiré ; les trois-quarts des ex-combattants hommes, femmes et jeunes estiment qu'il s'est amélioré, ainsi que la moitié des personnes interrogées faisant partie de ménages sans ex-combattants.

Une très large majorité de ménages, toutes catégories confondues, déclare ne pas ressentir de peur particu-

lière à propos de la présence d'ex-combattants dans leurs communautés respectives.

Les ex-combattants ne semblent également pas être trop stigmatisés au niveau local, même s'ils restent différemment perçus en fonction des personnes. Ainsi, 41% des personnes interrogées faisant partie de ménages sans ex-combattants estiment que les ex-combattants ont tendance à être plus impliqués dans la violence locale (ce ratio est de 26% pour les ménages sans combattants). Pour la majorité des personnes interrogées cependant, le fait d'avoir été combattant ne condamne pas à une existence vouée à la violence. Il y aurait donc ainsi, dans ces communautés respectives, un grand nombre de reconversions positives.

Tableau 21: Perception de l'évolution de confiance dans la région les deux dernières années

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC
De votre point de vue, comment a évolué le niveau de confiance dans votre région les 2 dernières années?	Il s'est amélioré	304 (73%)	38 (76%)	124 (76%)	12 (60%)	299 (64%)	458 (51%)
	Il est resté le même	85 (21%)	8 (16%)	29 (18%)	6 (30%)	153 (33%)	398 (45%)
	Il a empiré	26 (6%)	4 (8%)	10 (6%)	2 (10%)	19 (4%)	38 (4%)
Resentez-vous présentement de la peur à propos de la présence d'EC dans votre communauté?	Oui					17 (4%)	29 (4%)
	Non					426 (96%)	652 (96%)
De votre point de vue, les EC sont-ils plus impliqués dans la violence locale?	Plus					105 (26%)	263 (41%)
	Comme les autres					185 (45%)	242 (37%)
	Moins					120 (29%)	142 (22%)

Conclusions

1. Principaux résultats

L'étude montre clairement que la majorité des ex-combattants interrogés pendant l'enquête ont quitté les groupes armés depuis longtemps (40% se sont auto-démobilisés il y a plus de 10 ans, et pour près des trois-quarts des personnes interrogées, il y a plus de six ans). La durée dans les groupes armés et le nombre d'années depuis l'auto-démobilisation a grandement varié d'un individu à un autre et d'un district à un autre, en fonction de la temporalité du conflit et des zones géographiques (les bases Ninjas ayant persisté plus longtemps qu'ailleurs dans certaines localités).

En termes d'ancrage social :

- Les ménages avec combattants semblent globalement partager les mêmes caractéristiques socio-économiques que les ménages sans ex-combattants : la majorité est propriétaire de son logement ; les personnes habitent rarement seules et sont généralement entourées de leur famille proche ; les ex-combattants peuvent en général compter sur un certain capital social en terme de soutien moral.
- L'exemple du Congo illustre bien que les ex-combattants ne sont pas voués à un cycle éternel de violence. Après leur démobilisation, beaucoup se sont intégrés dans les sociétés civiles dans lesquelles ils vivent, peu de différenciation sociale étant faite avec les autres membres des communautés. S'il y a eu des difficultés de réadaptation, la majorité des ex-combattants interrogés ont été relativement bien accueillis à leur retour.

En termes d'emploi et d'employabilité :

- Le fait d'avoir été ex-combattant n'est en gé-

néral pas considéré comme un facteur explicatif du manque d'emploi.

- Près des trois-quarts des ex-combattants hommes sont lettrés et savent lire et écrire.
- Si la large majorité des personnes enquêtées est présentement impliquée dans l'agriculture, la part des emplois non agricoles n'est pas négligeable.
- Le degré d'implication dans des groupements économiques est assez faible, montrant une préférence locale pour le travail individuel ou familial.
- La majorité des ex-combattants hommes et jeunes enquêtés n'exercent pas l'activité qu'ils faisaient avant guerre.
- A l'instar de la société africaine sub-saharienne, la population enquêtée est extrêmement mobile et la plupart des ex-combattants interrogés sont prêts à déménager si des opportunités d'emploi émergent hors de leur lieu de résidence.

En termes d'accès aux ressources :

- Près de trois-quarts des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient accès à une parcelle de terre pour cultiver (soit en pleine propriété, soit en location). La plupart ont également déclaré disposer de plus de terre arable qu'il y a deux ans.
- L'élevage de bétail est encore marginal, et le fait qu'il soit relativement stagnant en terme de volume souligne une certaine difficulté d'approvisionnement et un manque de fermes locales opérationnelles.
- L'emprunt (informel) est l'instrument le plus utilisé pour subvenir aux besoins du ménage quand les périodes sont difficiles.

En termes de conditions de vie générales:

- 70% des ménages interrogés ne sont pas satisfaits de leurs conditions de vie.
- L'état de l'habitat ne s'est pas amélioré au cours des deux dernières années.
- Une minorité de personnes déclare ne pas avoir assez pour couvrir leurs besoins en nourriture. On note cependant une grande diversité dans les dynamiques de sécurité alimentaire, un foyer pouvant être à l'abri pendant quelques temps puis replonger dans une insécurité relative quelques temps après.

En termes d'évolution général du niveau de confiance dans la zone:

- La perception de l'évolution de confiance dans la région est en général positive. Seulement 4% des ménages, toutes catégories confondues, estiment que le niveau de confiance a empiré.
- Une très large majorité de ménages, toutes catégories confondues, déclare ne pas ressentir de peur particulière à propos de la présence d'ex-combattants dans leurs communautés respectives.
- Les ex-combattants ne sont pas stigmatisés au niveau local, même s'ils restent différemment perçus en fonction des personnes.

2. Points à suivre

L'ensemble de ces résultats montre bien que la situation du Pool est loin d'être explosive et plusieurs indicateurs montrent une relative stabilisation de la zone, notamment l'augmentation de la superficie des terres arables pour les paysans individuels. La diversité des situations individuelles est également bien illustrée, tant pour les profils des ex-combattants que pour les ménages.

L'étude montre assez bien la forte imbrication politique de la branche armée du CNR dans la région du Pool (50% des personnes interrogées dans les ménages déclarant que leur communauté respective a élu des ex-combattants à des postes politiques de responsabilité).

Le fait que plusieurs ex-combattants sont devenus créditeurs et prêtent de l'argent à des personnes plus démunies (55-60% des ménages ont déclaré avoir déjà emprunté de l'argent auprès d'un ami ex-combattant) est un point intéressant qui a été mis en avant par l'étude. Il serait donc utile d'explorer ce point de manière plus qualitative afin de dégager les caractéristiques principales de ce type d'ex-combattant (ceux qui se trouvent dans une situation économique confortable), sans pour autant en surestimer l'effectif.

Références

- Bazenguissa-Ganga, Rémy (1996) Milices politiques et bandes armées à Brazzaville: Enquêtes sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés. Les Etudes du CERI, N.13, avril 1996.
- Bazenguissa-Ganga, Rémy (1999) La popularisation de la violence politique au Congo. Politique Africaine, Vol.73, 186-192.
- Bazenguissa-Ganga, Rémy (1999) The spread of political violence in Congo-Brazzaville, African Affairs, 98, 37-54
- Bazenguissa-Ganga, Rémy (1999) The Political Militia in Brazzaville, A Journal of Opinion, Vol.26 (1), 37-40
- Département du Pool (2010) Plan de Développement du Pool, 2009-2013. Kinkala, 29 mai 2010.
- CARITAS (2011) Etude sur l'analyse de la situation et nouvelle stratégie pour le Programme de Réintégration PNDDR, République du Congo. Rapport d'exécution d'enquête commissionnée par la Banque Mondiale. Avril 2011.
- CARITAS (2009) Plan de financement des axes stratégiques de Mindouli et Ngoma Tsé-Tsé dans le département du Pool, 2009-2013. Kinkala, 20 avril 2007.
- Cellule Désarmement et Réinsertion des ex-Combattants (2009) Rapport de la Cellule / Commission d'évaluation de la situation sécuritaire dans le département du Pool / Présidence de la République. 14 p.
- Conseil National des Républicains (2007). Votre compte-rendu du 19 juin 2007. Lettre du Président du Conseil National des Républicains au représentant du MDRP. Brazzaville. 1 juillet 2007.
- Conseil National des Républicains (2007). Déclaration du Conseil National des Républicains. Brazzaville. 10 décembre 2007.
- Conseil National des Républicains (2007). Couverture campagne sensibilisation. Lettre du Président du Conseil National des Républicains au Coordonnateur National du PNDDR. N'Kampa. 17 décembre 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Compte-rendu des travaux de la première session du Comité Départemental du PNDDR Pool. Kinkala, 8 février 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Rapport final de la mission de sensibilisation et d'identification des ex-combattants dans le département du Pool du 9 février au 4 avril 2007. 9 p.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Compte-rendu des travaux de la deuxième session du Comité Départemental du PNDDR Pool. Kinkala, 20 avril 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Rapport général sur la formation des premiers bénéficiaires du PNDDR dans le département du Pool du 7 au 14 août 2007. Kinkala, 20 août 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Programme de déploiement pour la collecte des données des bénéficiaires rejetés par le matching. Lettre du coordonnateur départemental du PNDDR du Pool à la coordination nationale à Brazzaville. Kinkala, 6 septembre 2007.

- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Fiche de présentation des micro-projets par activité et par agence d'encadrement – PNDDR/Pool. Kinkala, 24 septembre 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Rapport d'exploitation des doublons. Kinkala, 8 octobre 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Revendication des 6 enquêteurs du département du Pool. Lettre du coordonnateur départemental du PNDDR du Pool à la coordination nationale à Brazzaville. 17 octobre 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Calendrier d'enrôlement. Lettre du coordonnateur départemental du PNDDR Pool au coordonnateur national. Brazzaville, 17 octobre 2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2007) Plan de financement des microprojets – comité du 12/11/2007.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2008) Rapport annuel d'activités 2007 de la coordination départementale du PNDDR du Pool. Kinkala, 2 février 2008.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2008) Procès verbal du comité de sélection et Plan de financement des microprojets - comité du 14/01/2008.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2008) Rapport de mission effectuée à Brazzaville du 16 au 22 janvier 2008 – ouverture des comptes des ex-combattants bénéficiaires. 25 janvier 2008.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2008) Demande d'une 2ème mission à Brazzaville pour l'ouverture des comptes et le paiement de 62 ex-combattants à la Mucodec de Kinkala (face Centre Sportif de Makélékélé). Kinkala, 2 février 2008.
- Coordination Départementale du PNDDR du Pool (2008) Projet du programme d'activités PNDDR/Pool année 2008. Kinkala, 6 février 2008.
- Crime, Law and Social Change (2001) 36 (1-2), 241-284.
- Englebert, Pierre and James Ron (2004) Primary Commodities and War: Congo-Brazzaville's Ambivalent Resource Curse. *Comparative Politics*, 31 (1), 61-81.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2004). Programme National de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (PNDDR). 31 décembre 2004.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2006). Manuel de procédures d'exécution du Programme National de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion des ex-combattants (PNDDR). Brazzaville, version d'août 2006 (actualisée le 30 juin 2008).
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007) Tableau statistiques pour l'identification des ex-combattants. Lettre du coordonnateur départemental du PNDDR du Pool à la coordination nationale à Brazzaville. 18 avril 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Sollicitation d'une rencontre avec le Révérend Pasteur Ntumi. Lettre du Préfet du département du Pool à M. le Révérend Pasteur Ntumi. Kinkala, 24 avril 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Rapport d'évaluation technique des propositions relatives au recrutement du consultant pour réaliser la formation technique et professionnelle des ex-combattants dans les départements de Brazzaville et du Pool. Internal document. Avril 2007.

- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Compte-rendu de la séance de travail entre les techniciens du Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants et les Délégués du Conseil National des Républicains. Brazzaville, 19 juin 2007
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Rapport d'exploitation du CD du matching. Kinkala, 24 juillet 2007
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Fiche de présentation de la stratégie arrêtée, pour compléter les dossiers des ex-combattants non retenus par le matching. Kinkala, 2 août 2007
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Note de présentation de la mission de suivi des bénéficiaires. Sibiti, 2 août 2007
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Transmission officielle des listes des bénéficiaires du PNDDR/Pool. 2 août 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Nouvelle demande de la logistique nécessaire pour couvrir la formation des premiers bénéficiaires du PNDDR dans le Pool. Lettre du coordonnateur départemental à la coordination nationale. 2 août 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Proposition de statut du Pasteur Emmanuel Tchemaga. Internal document. Brazzaville. 7 juillet 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Procès verbal de la tenue de la 1ère session du comité de sélection pour le financement des microprojets du 1er groupe des ex-combattants auto-demobilisés. Internal document. Kinkala, 13 septembre 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Projet de désarmement de 5.000 miliciens Ninjas dans le Pool. Internal document. Octobre 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Compte-rendu des séances de travail de la Commission technique mixte CNR-HCREC/UGPNDDR-MDRP. Internal document. Brazzaville, 7 novembre 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2007). Fiche technique. Lettre du Haut Commissaire à la Réinsertion des Ex-Combattants à M. le Président de la République. Brazzaville, 13 novembre 2007.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2009). Rapport de l'opération de désarmement des éléments encore actifs autour du Pasteur Ntumi Bintsamou. Avril 2009.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2009). Rapport final de la 2ème phase de l'opération de désarmement des éléments encore actifs autour du Pasteur Ntumi Bintsamou. Document de travail interne à l'unité de Coordination de l'opération. Août 2009.
- Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (2009). Rapport d'achèvement du Programme National de Désarmement Démobilisation et Réinsertion. Juin 2009.
- Havermans, Jos (2000) Congo-Brazzaville: A democratization process scourged by violence, Searching for peace in Africa, 8 p.
- Le Pape, Marc, & Pierre Salignon (eds) (2003) Civilians Under Fire: Humanitarian Practices in the Congo republic, 1998-2000. Paris: Médecins sans Frontières. 84 p.
- Marshall, C. Andrew (2000) The Republic of Congo on the Brink: Mission of the Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue to the Republic of Congo on behalf of the Inter-Agency Standing Committee

Working-Group, 5-15 April 2000, 20 p.

MDRP (2003) *The Long Shadow of War: Prospects for Disarmament, Demobilisation and Reintegration in the Republic of Congo - A Joint Independent Evaluation for the European Commission, UNDP and the MDRP Secretariat*. Commissioned consultants: R. Muggah, F. Maughan and C. Bugnion.

MDRP (2008). *Peace in the Pool province: Ninja ex-combatants agree to participate in DDR process*. News & Noteworthy n.8, 30 July 2008.

MDRP (2008). *Closing a partnership and looking forward*. News & Noteworthy n.7, October 2009.

MDRP (2009). *Quarterly Progress Report, October-December 2008*. News & Noteworthy n.7, October 2009.

Ngodi, Etanislav (2009) *Mouvement Nsilulu: Rupture ou continuité historique des messianismes congolais (1998-2003)*. ASC Working Paper 85, 89 p. African Studies Centre: Leiden.

Ngodi, Etanislav (2006) *Milicianisation et engagement politique au Congo-Brazzaville*. Paris: L'Harmattan. 188 p.

Présidence de la République (2005). *Décret n.2005-696 du 30 décembre 2005 portant réorganisation du Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants*.

Présidence de la République (2003). *Décret n.2003-277 du 24 novembre 2003 portant modification du décret 2001-430 du 10 août 2001 portant nomination des commissaires au haut commissariat à la réinsertion des ex-combattants*.

Small Arms Survey (2002) *Small Arms Availability, Trade and Impacts in the Republic of Congo, a study prepared for the International Organization for Migration and United Nations Development Programme*, April 2002.

SIPRI (2010). *Arms transfers to the Democratic Republic of Congo: assessing the system of arms transfers notifications, 2008-10*. SIPRI background paper, October 2010.

Unité de Gestion du PNDDR (no date) *La procédure de démobilisation et d'identification des ex-combattants Ninjas*.

Unité de Gestion du PNDDR (no date) *Stratégie de sensibilisation pour la démobilisation des jeunes autour du Révérend Pasteur Ntumi*.

Unité de Gestion du PNDDR (no date) *Plan d'Opérations Conjointes du PNDDR*.

Unité de Gestion du PNDDR (2007) *Exécution du chronogramme du DDR dans le Pool. Lettre du Coordinateur National à M. le Délégué Général chargé de la promotion des valeurs de paix et la réparation des séquelles de guerre*. 28 décembre, 2007.

Unité de Gestion du PNDDR (2008) *Rapport statistiques mensuel – mars 2008*.

Unité de Gestion du PNDDR (2009) *Sondage sur la réinsertion des ex-combattants autodemobilisés réalisé en décembre 2008 avec la collaboration de l'équipe du MDRP*. Avril 2009.

Unité de Gestion du PNDDR (2009) *Sondage sur les principaux indicateurs de performance du programme de réinsertion réalisé en février 2009 avec l'appui de l'équipe du MDRP*. Avril 2009.

United Nations Development Programme / International Organization for Migration (2001). *Republic of Congo: Ex-combatants Reintegration and Small Arms Collection*. June 2001. 46p.

- World Bank (2005) Multi-Donor Trust Fund Grant for Congo Demobilization and Reintegration Program - Grant number TF056057 - Purpose, Terms and Conditions of the Grant.
- World Bank (2005) Technical Annex for a Program of US\$ 17 million from the MDRP Multi-donor trust fund to the Republic of Congo for an emergency reintegration program, Report No. 33787, 14 December 2005
- World Bank (2005) Rapport de fin d'exécution IDA-35610 concernant un crédit d'un montant de 4.0 millions de DTS (équivalent a 5.0 millions de dollars) à la République du Congo au titre d'un projet d'urgence de démobilisation et de réinsertion, Report No. 33347, 27 Aout 2005. 29 p.
- World Bank (2006) Implementation Completion Memorandum (ICM), 18 May 2006.
- World Bank (non daté) The Republic of Congo Emergency Reintegration Program (RCERP). Internal document.
- World Bank (2007) République du Congo – Programme Multi Pays de Démobilisation et Réintégration: Evaluation à mi-parcours. Novembre 2007.
- World Bank (2009) Annex 3: MDRP – Closure and Transition, DDR Policy Forum, 10-12 March.
- World Bank (2009) DDR Policy Forum - Report, 12 March 2009.
- World Bank (2010) MDRP Final Report – Overview of Program Achievements, July 2010. 83 p.
- World Bank (2010) Multi-country Demobilization and Reintegration Program: End of Program Evaluation. Final report. Oslo, June 2010. 152 p.
- World Bank (2011) Rapport IDA sur l'état d'avancement de la stratégie de partenariat pays pour la République du Congo, 22 avril 2011, 25 p.
- World Bank (2011) Situational analysis of ex-combatants, Pool region, Republic of Congo. (forthcoming).
- Yengo, Patrice (2006) 'La guerre civile au Congo-Brazzaville - 1993-2002 "Chacun aura sa part."' Karthala: Paris. 446 p.

Annexes

Statistiques complémentaires d'enquête

		EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC	Total
Perceptions de la personne enquêtée sur sa propre situation								
Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne la nourriture :	1	66 (15%)	6 (12%)	27 (16%)	5 (26%)	44 (11%)	123 (13%)	271 (14%)
	2	77 (18%)	9 (18%)	28 (17%)	2 (11%)	63 (16%)	107 (11%)	286 (14%)
	3	95 (22%)	16 (33%)	38 (23%)	5 (26%)	73 (19%)	160 (17%)	387 (19%)
	4	63 (15%)	5 (10%)	25 (15%)	3 (16%)	55 (14%)	185 (19%)	336 (17%)
	5	61 (14%)	7 (14%)	20 (12%)	2 (11%)	67 (17%)	187 (20%)	344 (17%)
	6	37 (9%)	1 (2%)	18 (11%)	1 (5%)	52 (14%)	108 (11%)	217 (11%)
	7	15 (4%)	2 (4%)	5 (3%)	1 (5%)	14 (4%)	51 (5%)	88 (4%)
	8	10 (2%)	1 (2%)	6 (4%)	-	13 (3%)	22 (2%)	52 (3%)
	9	4 (1%)	2 (4%)	-	-	5 (1%)	9 (1%)	20 (1%)
Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne le logement :	1	91 (21%)	8 (17%)	31 (19%)	6 (32%)	72 (15%)	144 (15%)	352 (17%)
	2	86 (20%)	16 (33%)	34 (20%)	2 (11%)	70 (14%)	126 (14%)	334 (16%)
	3	73 (17%)	4 (8%)	32 (19%)	6 (32%)	97 (20%)	170 (18%)	382 (18%)
	4	74 (17%)	9 (19%)	29 (17%)	3 (16%)	96 (20%)	188 (20%)	399 (19%)
	5	50 (12%)	3 (6%)	31 (19%)	1 (5%)	84 (17%)	141 (15%)	310 (15%)
	6	33 (8%)	4 (8%)	4 (2%)	-	40 (8%)	82 (9%)	163 (8%)
	7	15 (4%)	1 (2%)	4 (2%)	-	17 (4%)	51 (6%)	88 (4%)
	8	3 (1%)	1 (2%)	1 (1%)	1 (5%)	8 (2%)	19 (2%)	33 (2%)
	9	3 (1%)	2 (4%)	1 (1%)	-	7 (1%)	12 (1%)	25 (1%)
Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne l'habillement :	1	80 (19%)	6 (12%)	23 (14%)	6 (32%)	76 (16%)	115 (12%)	306 (15%)
	2	84 (20%)	14 (29%)	36 (22%)	5 (26%)	80 (16%)	135 (14%)	354 (17%)
	3	74 (17%)	6 (12%)	31 (19%)	3 (16%)	88 (18%)	169 (18%)	371 (18%)
	4	85 (20%)	7 (14%)	26 (16%)	-	86 (17%)	188 (20%)	392 (19%)
	5	51 (12%)	7 (14%)	31 (19%)	3 (16%)	72 (15%)	172 (18%)	336 (16%)
	6	24 (6%)	4 (8%)	11 (7%)	1 (5%)	40 (8%)	83 (9%)	163 (8%)
	7	16 (4%)	1 (2%)	6 (4%)	-	29 (6%)	58 (6%)	110 (5%)
	8	9 (2%)	2 (4%)	3 (2%)	-	13 (3%)	26 (3%)	53 (3%)
	9	3 (1%)	2 (4%)	-	1 (5%)	6 (1%)	11 (1%)	23 (1%)
Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne les frais de scolarité :	1	72 (19%)	9 (19%)	24 (19%)	6 (32%)	68 (16%)	147 (17%)	326 (17%)
	2	72 (19%)	11 (23%)	22 (17%)	4 (21%)	80 (18%)	99 (11%)	288 (15%)
	3	49 (13%)	8 (17%)	19 (15%)	2 (11%)	61 (14%)	157 (18%)	296 (16%)
	4	72 (19%)	8 (17%)	19 (15%)	3 (16%)	69 (16%)	128 (15%)	299 (16%)
	5	50 (13%)	5 (11%)	19 (15%)	1 (5%)	70 (16%)	138 (16%)	283 (15%)
	6	20 (5%)	2 (4%)	10 (8%)	2 (11%)	24 (6%)	61 (7%)	119 (6%)
	7	20 (5%)	1 (2%)	4 (3%)	1 (5%)	28 (6%)	56 (7%)	110 (6%)
	8	16 (4%)	2 (4%)	7 (5%)	-	23 (5%)	49 (6%)	97 (5%)
	9	15 (4%)	1 (2%)	5 (4%)	-	10 (2%)	27 (3%)	58 (3%)

Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne les soins de santé :	1	86 (20%)	11 (22%)	27 (16%)	6 (32%)	74 (15%)	142 (15%)	346 (17%)
	2	70 (17%)	11 (22%)	25 (15%)	2 (11%)	75 (15%)	123 (13%)	306 (15%)
	3	74 (18%)	11 (22%)	30 (18%)	2 (11%)	95 (19%)	159 (17%)	371 (18%)
	4	63 (15%)	3 (6%)	27 (16%)	5 (26%)	81 (17%)	162 (17%)	341 (16%)
	5	51 (12%)	4 (8%)	22 (13%)	2 (11%)	81 (17%)	177 (19%)	337 (16%)
	6	40 (10%)	2 (4%)	27 (16%)	-	44 (9%)	81 (9%)	194 (9%)
	7	14 (3%)	3 (6%)	7 (4%)	1 (5%)	23 (5%)	55 (6%)	103 (5%)
	8	16 (4%)	3 (6%)	2 (1%)	-	12 (2%)	41 (4%)	74 (4%)
	9	7 (2%)	1 (2%)	-	1 (5%)	5 (1%)	16 (2%)	30 (1%)
Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne les loisirs :	1	105 (25%)	17 (35%)	33 (20%)	6 (32%)	132 (26%)	265 (29%)	549 (27%)
	2	65 (15%)	9 (19%)	30 (18%)	6 (32%)	92 (19%)	173 (19%)	375 (18%)
	3	66 (16%)	9 (19%)	22 (14%)	3 (16%)	67 (14%)	150 (16%)	317 (15%)
	4	73 (17%)	5 (10%)	25 (15%)	3 (16%)	67 (14%)	113 (12%)	286 (14%)
	5	43 (10%)	4 (8%)	23 (14%)	-	52 (11%)	96 (10%)	218 (11%)
	6	28 (7%)	2 (4%)	10 (6%)	-	36 (7%)	42 (5%)	118 (6%)
	7	19 (5%)	2 (4%)	11 (7%)	-	20 (4%)	40 (4%)	92 (5%)
	8	12 (3%)	-	7 (4%)	-	8 (2%)	31 (3%)	58 (3%)
	9	10 (2%)	-	1 (1%)	1 (5%)	8 (2%)	17 (2%)	37 (2%)
Représentez-vous sur une échelle à 9 marches, à quelle marche êtes-vous présentement en ce qui concerne la stabilité financière :	1	89 (21%)	15 (31%)	34 (21%)	7 (37%)	99 (20%)	172 (18%)	416 (20%)
	2	87 (20%)	8 (16%)	32 (19%)	2 (11%)	77 (16%)	151 (16%)	357 (17%)
	3	91 (21%)	7 (14%)	31 (19%)	4 (21%)	84 (17%)	155 (16%)	372 (18%)
	4	79 (19%)	6 (12%)	27 (16%)	5 (26%)	100 (20%)	212 (22%)	429 (20%)
	5	43 (10%)	6 (12%)	26 (16%)	-	79 (16%)	157 (16%)	311 (15%)
	6	12 (3%)	2 (4%)	12 (7%)	-	27 (6%)	61 (6%)	114 (5%)
	7	12 (3%)	1 (2%)	1 (1%)	-	13 (3%)	33 (3%)	60 (3%)
	8	8 (2%)	2 (4%)	2 (1%)	-	9 (2%)	12 (1%)	33 (2%)
	9	4 (1%)	2 (4%)	1 (1%)	1 (5%)	4 (1%)	4 (-)	16 (1%)
Pensez-vous que votre situation générale va s'améliorer dans le futur ?	Oui, dans quelques semaines	5 (1%)	-	1 (1%)	-	11 (2%)	18 (2%)	35 (2%)
	Oui, dans quelques mois	8 (2%)	1 (2%)	4 (2%)	-	14 (3%)	25 (3%)	52 (3%)
	Oui, dans quelques années	176 (41%)	19 (40%)	49 (30%)	4 (27%)	145 (30%)	310 (33%)	703 (34%)
	Non, elle va durer	15 (4%)	3 (6%)	12 (7%)	2 (13%)	29 (6%)	34 (4%)	95 (5%)
	Cela dépend de Dieu	222 (52%)	24 (51%)	100 (62%)	9 (60%)	283 (59%)	547 (59%)	1185 (57%)
Y-a-t-il des différences entre personnes habitant le même quartier ?	Très élevées	38 (9%)	5 (10%)	13 (8%)	4 (21%)	68 (14%)	72 (8%)	200 (10%)
	Elevées	83 (20%)	12 (25%)	32 (20%)	2 (11%)	78 (16%)	134 (15%)	341 (17%)
	Ni élevées ni faibles	90 (21%)	7 (14%)	42 (26%)	1 (5%)	83 (17%)	171 (19%)	394 (19%)
	Faibles	127 (30%)	11 (22%)	42 (26%)	8 (42%)	106 (22%)	258 (28%)	552 (27%)
	Très faibles	87 (21%)	14 (29%)	35 (21%)	4 (21%)	152 (31%)	277 (30%)	569 (28%)

Est-ce que ces différences créent des problèmes ?	Oui Non	51 (13%) 338 (87%)	12 (26%) 35 (75%)	18 (12%) 133 (88%)	1 (6%) 17 (94%)	42 (9%) 418 (91%)	72 (8%) 799 (92%)	196 (10%) 1740 (90%)
Pourriez-vous dire que l'on peut avoir confiance avec la majorité des personnes de votre communauté ?	Oui Non	295 (70%) 127 (30%)	37 (75%) 12 (25%)	110 (68%) 52 (32%)	16 (84%) 3 (16%)	351 (73%) 131 (27%)	709 (75%) 239 (25%)	1518 (73%) 564 (27%)
S'il y a une catégorie de personnes en laquelle on ne peut pas avoir confiance, quelle est-elle ?	Les personnes avec des responsabilités	56 (31%)	5 (26%)	22 (33%)	-	57 (30%)	99 (25%)	241 (28%)
	Les personnes d'une localité différente	53 (29%)	3 (16%)	6 (9%)	-	53 (28%)	72 (18%)	187 (22%)
Avez-vous le sentiment d'être valorisé par les membres de votre société immédiate ?	Oui Non	364 (85%) 62 (15%)	38 (79%) 10 (21%)	139 (84%) 26 (16%)	18 (95%) 1 (5%)	286 (76%) 91 (24%)	684 (79%) 183 (21%)	1529 (80%) 373 (20%)
Participation à la vie citoyenne								
Au cours des 12 mois passés, combien de fois vous êtes-vous joint aux autres pour exprimer des préoccupations à une autorité du gouvernement ou à des leaders locaux sur des questions d'intérêt communautaires ?	Jamais Une fois Quelques fois Plus de cinq fois	256 (61%) 72 (17%) 62 (15%) 32 (8%)	35 (75%) 8 (17%) 3 (6%) 1 (2%)	104 (63%) 28 (17%) 26 (16%) 7 (4%)	12 (63%) 3 (16%) 4 (21%) -	299 (70%) 60 (14%) 64 (15%) 3 (1%)	666 (70%) 128 (14%) 134 (14%) 18 (2%)	1372 (68%) 299 (15%) 293 (15%) 61 (3%)
Dans quelle mesure les dirigeants locaux prennent-ils en considération les préoccupations exprimées par votre communauté lorsqu'ils prennent des décisions ?	Beaucoup Peu Pas du tout	61 (16%) 131 (33%) 200 (51%)	6 (14%) 15 (35%) 22 (51%)	19 (13%) 52 (34%) 81 (53%)	2 (11%) 8 (42%) 9 (47%)	55 (15%) 156 (42%) 165 (44%)	134 (16%) 302 (36%) 415 (49%)	277 (15%) 664 (36%) 892 (49%)

